
eSINGLE FORM FOR HUMANITARIAN AID ACTIONS

2015/00348/FR/01/01

REFERENCES

HIP/Decision Reference

ECHO/-CM/BUD/2015/91000

Agreement number:

ECHO/-CM/BUD/2015/91011

Action type

Non-emergency action

Document type

Final report

Submission date

14/07/2017

1. GENERAL INFORMATION

1.1 Name of Humanitarian organisation

UNDP-USA

1.2 Title of the Action

RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE EN HAITI : CONSOLIDATION DE LA REDUCTION DES RISQUES NATURELS DANS LES ZONES URBAINES ET RENFORCEMENT DE LA PREPARATION AUX DESASTRES

1.3 Narrative summary

De par sa situation géographique, Haïti est exposée à de nombreux risques naturels. Par ailleurs, la vulnérabilité des populations urbaines est aggravée par les faiblesses socio- économiques ; incluant une forte urbanisation anarchique. Sur cette base, le projet proposé vise à renforcer la résilience des communautés vulnérables par la prise en compte des risques naturels dans l'aménagement urbain, ainsi que par le renforcement des capacités de préparation aux désastres.

1. Réduction des risques urbains

En 2013 le PNUD, avec le soutien d'ECHO, s'est mobilisé pour développer une méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines et pour son application systématique dans les projets d'aménagement urbain. En 2014 la première phase de ce projet a été conclue avec succès. Le projet proposé vise à poursuivre les efforts et d'assurer la continuité et la durabilité des résultats atteints. En particulier les initiatives envisagées se focalisent sur la consolidation de la méthodologie nationale ainsi que sur son appropriation par les acteurs locaux.

2. La préparation et réponse aux urgences - incluant le renforcement des capacités autour du risqué Tsunami

La DPC a identifié la mise en place d'exercices de simulation (SIMEX) et d'une stratégie "standard" comme une priorité importante pour 2015. A l'heure actuelle le SNGRD ne dispose pas d'une stratégie

sur le long terme et des ressources humaines qualifiées suffisantes pour assurer la réalisation des SIMEX sans un appui des partenaires internationaux. A cette fin, le SNGRD sera appuyé pour le développement, mise en oeuvre des SIMEX de manière standard à travers le pays - et l'évaluation de la saison cyclonique. Ceci va inclure la révision et mise en oeuvre entre autres des procédures nationales et communales d'alerte au Tsunami en conformité avec les nouveaux standards régionaux.

1.3.1 [INT] Narrative summary

n/a

1.3.2 [FIN] Narrative summary

L'application concrète et intégrale du guide méthodologique dans le département de la Grand 'Anse a permis de démontrer la pertinence et l'intérêt de cet outil au regard de la résilience des populations et des territoires et sa prise en compte dans les politiques publiques du pays. Le cyclone Mathieu a démontré toute la pertinence de ces outils. L'amélioration de la connaissance des risques a permis aux autorités locales non seulement de guider l'évacuation des populations les plus à risque avant le passage du cyclone, contribuant à sauver des vies, mais aussi à réaliser des plans communaux de relèvement. Ces plans, élaborés de manière participative, ont pour vocation d'orienter les efforts des acteurs humanitaires et du développement dans la réponse post-cyclone. Ils facilitent la coordination des interventions et permettent d'optimiser les fonds investis et de maximiser l'assistance technique déployée. En plaçant la commune au centre du processus de relèvement, ils contribuent à la bonne gouvernance locale. En outre, ils constituent une première étape vers l'élaboration du plan communal de développement (PCD) qui oriente l'aménagement du territoire sur le plus long terme. Il ne s'agit donc pas d'outils purement techniques. Ces plans doivent en effet guider les décisions politiques, parfois difficiles, définissant l'occupation du sol.

1.4 Area of intervention

| <u>World area</u> | <u>Country</u> | <u>Region</u> | <u>Location</u> |
|-------------------|----------------|---------------|--------------------|
| America | HAITI | Caribes | tout le territoire |

1.4.1 [INT] Area of intervention

n/a

1.4.2 [FIN] Area of intervention

n/a

1.5 Dates and duration of the Action

Start date of the Action

01/04/2015

Duration of the Action in months

24

Duration of the Action in days

-

Start date for eligibility of expenditure

01/04/2015

Justify the duration of the eligibility period before the start date

-

2. HUMANITARIAN ORGANISATION IN THE AREA OF INTERVENTION

2.1 Presence in the area

L'appui du PNUD au Gouvernement d'Haïti date depuis 1972. Actuellement, dans le cadre du Plan d'Action du Programme de pays (CPAP) (annexe 1) signé entre le Gouvernement et le PNUD pour la période 2013-2016, le PNUD appuie les autorités gouvernementales nationales et décentralisées dans plusieurs domaines, dont notamment la réduction des risques de catastrophes.

Concernant ce domaine, le Gouvernement haïtien et le PNUD poursuivent deux objectifs principaux : (i) les capacités des institutions (nationales et décentralisées) et la société civile sont renforcées pour la prévention, la gestion et la réponse aux risques de désastres naturels ; et (ii) la résilience face aux risques en zones urbaines (objectif de ce projet), incluant la mise en oeuvre d'un plan d'action pour la réduction des risques sismiques dans le Grand Nord est renforcée.

Depuis plus de 12 ans, le PNUD travaille conjointement avec le Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD) et la Direction de la protection civile (DPC) sur la gestion des risques et désastres en poursuivant les axes suivants:

1. Renforcement des capacités nationales, départementales et locales pour la préparation et réponse aux désastres au travers du Programme d'appui au Système National de gestion des risques et désastres (PASNGRD) (annexe 2) et du Projet pour le renforcement décentralisé du SNGRD (PRDSNGRD) (annexe 3)
2. Réduction de la vulnérabilité des départements du Nord face à la menace sismique en renforçant la résilience des infrastructures et des populations au travers le Plan de prévention séisme dans le Grand Nord d'Haïti (annexe 4)
3. Réduction des risques en milieu urbain à travers le développement d'une stratégie nationale de réduction des risques urbains et son intégration dans les stratégies d'aménagement urbain au travers du projet de Réduction des risques urbains (ECHO 2013/00284/RQ/01/03) (annexe 5) et le projet de qualification et cartographie intégrée à l'échelle départementale de la Grande Anse, du Nord et du Nord-est et l'application de la méthodologie de réduction des risques urbains (annexe 5) sur 6 communes prioritaires de la Grande Anse (annexe 6).

L'Union Européenne et ECHO ont appuyé le PNUD Haïti dans ses actions de gestion des risques et des désastres depuis 2010 à travers les projets suivants :

- Programme de renforcement des capacités locales pour la gestion du risque (PGR), Haïti, 2006-2009 *EuropeAid/127054/C/SER/multi*
- Programme européen d'appui au SNGRD (Haïti)- PER-SNGRD -IFS 2010-2012
- Programme d'appui à la coordination des activités de gestion des risques et désastres en Haïti -2012-2014 - *ECHO 2012/00668/RQ/01/02*
- Projet de renforcement décentralisé du Système national de gestion des risques et désastres (PRD-SNGRD) - 2013-2016 - *IFS-RRM/2013/323-014*
- Consolidation de la coordination des acteurs pour une résilience aux désastres renforcée- 2014-2015 *ECHO 2014/00345/RQ/01/01*
- Programme de réduction des risques Urbains 2013-2015 - *ECHO 2013/00284/RQ/01/03*

2.2 Synergies with other actions

Il est important de rappeler ici, les principaux projets et actions en cours dans un souci de réduire de façon durable les conséquences des risques et désastres en Haïti :

1. PASNGRD (UNDP-2009-2013) (annexe 2) et PRD-SNGRD (UNDP/IFS 2013-2016) (Annexe 3)
Renforcer les capacités opérationnelles du SNGRD aux niveaux central, décentralisé et déconcentré afin de réduire la vulnérabilité de la population haïtienne, de renforcer la réponse et de minimiser l'impact des désastres. Le projet proposé bénéficiera des capacités acquises du SNGRD et assurera la mise en place d'une stratégie de durabilité et standardisation des Exercices de simulation (SIMEX) qui garantira l'optimisation de la préparation et réponse aux urgences. Cette composante sera réalisée en coordination avec la Banque Mondiale, OCHA et l'OIM.

2. Plan de Prévention séisme pour le grand Nord (UNDP/FRH-2011-2014) (annexe 4) Réduire la vulnérabilité du Nord d'Haïti aux séismes à travers la réalisation d'une cartographie de la menace

sismique, de l'évaluation du bâti et des infrastructures, de la formation des professionnels de la construction et de l'intégration d'un plan d'action pour la réduction du risque sismique dans les politiques locales.

3. **Projet Réduction des Risques en zones urbaines/ PHASE 1 (PNUD/DIPECHO 2013-2014)**

(annexe 5): Renforcer la préparation aux désastres et la résilience des communautés à travers le développement et la diffusion d'une méthodologie nationale (STANDARD) de réduction des risques dans les zones urbaines.

4. **Projet Qualification et cartographie intégrée à l'échelle départementale de la Grand `Anse, du Nord et du Nord-est (PNUD/DFID2014-2016) (annexe 6)**

: Amélioration de la résilience face aux risques dans les départements de la Grande Anse, du Nord et du Nord'Est, à travers la cartographie des risques naturels, l'élaboration de plans de prévention des risques dans les zones urbaines et le renforcement des capacités locales, pour leur prise en compte dans l'aménagement urbain.

5. *Projet "Cartographie Pilote multirisques dans le département du SE"* mis en oeuvre par le **CCRR (DDC)**,

6. *Projet "Supporting Disaster Resilience in the Departements of the Nord and Nord'Est of Haiti"* mis en oeuvre par le **PNUD** avec le soutien **du Japon**.

7. Autres nombreuses petites initiatives d'aménagements de certains quartiers (AFD/UCLBP pour l'aménagement de Baillargueux, Carrefour feuille' Martissant, ... etc. ; **USAID/UCLBP-ONU** Habitat pour Canaan, .. ; etc.).

Toutes ces initiatives constituent des belles opportunités de synergie à favoriser et renforcer pour donner plus de visibilité et de légitimité à la Méthodologie National.

Le projet proposé bénéficiera aussi des mécanismes de coordination en place qui assureront l'implication de parties prenantes majeures pendant les phases de mise en oeuvre et éviterons la duplication des initiatives.

En particulier, le projet bénéficiera des mécanismes de coordination suivants :

- *La table thématique risques et désastres (annexe 8)*
- *La Coordination Scientifique et technique sur les Risques Sismique et de Tsunami (CST-RST) (annexe 9)*
- *Forum de gestion des risques et des désastres (FGRD)*
- *Le Groupe des Champions Politiques de la résilience aux désastres*

2.3 [FIN] Report on synergies with other actions

Dans le cadre de la mise en oeuvre du présent projet nous avons profité des principales initiatives en cours dans le domaine de la prévention des risques et l'aménagement urbain pour initier une synergie et renforcer la collaboration entre ces projets et mutualiser les investissements des différents bailleurs de fond afin d'optimiser les résultats. Ainsi, ce projet constitue un modèle de synergie et de collaboration fructueuses entre deux projets financés par deux principaux bailleurs de fonds ECHO d'un côté et DFID de l'autre. En effet, dans le cadre de la mise en oeuvre du présent projet nous avons cherché à établir un arrimage étroit entre les actions complémentaires du présent projet et du Projet "INTEGRATED DEPARTMENTAL MULTI-RISK ASSESSMENTS AND PLANS IN THE GRAND-ANSE, DEPARTMENT" mis en oeuvre par le PNUD avec le soutien de UK DFID. Il s'agit en effet, Il s'agit d'un « testing » direct de la « méthodologie nationale de réduction des risques en Haïti-PNUD/ECHO, 2013-2016 », sur le département de la Grand `Anse. Ainsi, grâce à la collaboration entre les institutions haïtiennes et les partenaires techniques et financiers, Haïti est aujourd'hui dotée d'un guide méthodologique sur la réduction des risques naturels dont l'application dans la Grand'Anse a abouti à l'élaboration d'une cartographie multirisque sur tout le département et des plans de prévention des risques naturels pour 6 communes. Le cyclone Mathieu a démontré toute la pertinence de ces outils. L'amélioration de la connaissance des risques a permis aux autorités locales non seulement de guider l'évacuation des populations les plus à risque avant le passage du cyclone, contribuant à sauver des vies, mais aussi à réaliser des plans communaux de relèvement. Ces plans doivent en effet guider les décisions politiques, parfois difficiles, définissant l'occupation du sol.

3. NEEDS ASSESSMENT

3.1 Needs and risk analysis

3.1.1 Date(s) of assessment

Cette proposition se base sur l'expertise du PNUD en gestion des risques urbains et renforcement des capacités de préparation et réponse aux urgences, sur les nombreuses consultations faites avec le Gouvernement et ses partenaires, ainsi que les études réalisées en Haïti par les parties prenantes en GRD.

Parmi les études prises en compte, il est important de citer les analyses suivantes:

- (a) Rapport national de suivi sur la mise en oeuvre du Cadre d'action Hyōgo (2011-2013) (annexe 10)
- (b) Analyse des capacités de préparation et réponse du SNGRD- (PNUD/ECHO) Aout 2012 - Mai 2013 (annexe 11)
- (c) Missions techniques des Champions Politiques de la résilience aux désastres- 7 février 2014 (annexe 12)
- (d) Humanitarian Implementation Plan (HIP) Caribbean, Central America and Mexico - ECHO 31 octobre 2014

3.1.2 Assessment methodology

Pour le développement de ce projet, les cadres du PNUD ont collaboré avec les experts d'institutions nationales et internationales intervenant dans le domaine de la reconstruction, de l'aménagement urbain, de la réduction des risques, et de la préparation aux désastres. Parmi ces institutions, il convient de noter le bureau d'ECHO Haïti, l'UCLBP, la DPC, le Ministère des Travaux Publics et des Télécommunications, le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics, le Centre National de l'Information Géospatiale, l'ensemble des ministères clés du Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres.

La méthodologie d'évaluation des besoins s'est basée sur l'organisation de rencontres spécifiques entre les acteurs nationaux et internationaux, sur la préparation et réponse aux urgences, la réduction des risques dans les zones urbaines; des discussions plus larges sur le développement ; ainsi que des expériences acquises à travers la mise en oeuvre de programmes d'aménagement du territoire et de reconstruction. En outre, ce projet intègre les conclusions de l'Analyse des mécanismes des acteurs existants de la GRD et de l'aménagement du territoire (annexe 14) ainsi que celui de l'analyse des capacités de préparation et réponse du SNGRD (annexe 11-bis) et des rapports techniques des missions départementales des Champions Politiques de la résilience aux désastres réalisés en 2014 (annex12).

3.1.3 Problem, needs and risk analysis

Les catastrophes ayant pour origine un phénomène naturel sont en augmentation constante depuis un siècle. Les événements de ces dernières années montrent que les aléas naturels n'épargnent nul pays, nulle puissance à travers la planète. Du tsunami de l'Océan indien aux ouragans et cyclones dévastateurs des États-Unis, en passant par les grandes inondations d'Europe et d'Asie, des centaines de milliers de personnes ont péri et des millions d'autres ont perdu leurs moyens de subsistance dans des catastrophes provoquées par des aléas naturels. Cette situation est susceptible de s'aggraver avec le changement climatique qui pourrait augmenter la fréquence et la gravité des événements extrêmes, mais également avec l'intensification des activités humaines couplée à l'accroissement démographique.

Les désastres qui ont frappé Haïti ces dernières années, tel que les inondations de Gonaïves en 2008 et le séisme de 2010, ont démontré la vulnérabilité des villes haïtiennes et a permis de constater que le système de gestion des catastrophes souffrait de son caractère très sectoriel et d'un manque de prise en considération de la dimension de la prévention et préparation aux désastres en général et dans les politiques de construction et d'aménagement urbain en particulier.

Réduction des risques urbains

Suite au séisme de 2010, le Gouvernement et nombreux partenaires nationaux et internationaux se sont engagés dans les projets de reconstruction de la ville. Néanmoins, la plus part des projets mis en

oeuvre n'ont pas intégré la réduction des risques dans leurs considérations et aucune approche standardisée n'existait pour fournir des mécanismes et d'outils d'intégration de la résilience dans l'aménagement urbain.

La misère humaine et les pertes économiques occasionnées par les catastrophes peuvent toutefois être évitées ou réduites par la réduction des risques de catastrophe en zones urbaines.

Les défis en termes d'intégration de la réduction des risques dans le développement urbain en Haïti sont divers :

- Faible codification urbaine;
- Faible mise en oeuvre des normes de construction ;
- Manque de vision stratégique dans ce domaine ;
- Absence d'une méthodologie nationale pour intégrer la réduction des risques de façon systématique dans l'aménagement urbain et la reconstruction ; et
- Absence de coordination dans les activités de réduction de risques urbains.

Pour contrer cette réalité, le PNUD - avec le soutien d'ECHO- s'est mobilisé pour développer une méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines et de sensibiliser et renforcer les acteurs locaux pour son application systématique dans les projets d'aménagement urbain. En 2014 la première phase de ce projet a été conclue avec succès, et il est nécessaire de poursuivre les efforts et d'assurer la continuité et la durabilité des résultats atteints.

Préparation et réponse aux urgences

En 2014, malgré des avancées majeures du Gouvernement en termes de préparation et de réponse aux urgences, les événements climatiques des saisons pluvieuse et cyclonique ont clairement affecté plusieurs secteurs socio-économiques. Ces derniers ont démontré les risques élevés de résurgence de choléra ainsi que d'insécurité alimentaire menaçant le pays et les communautés les plus vulnérables. Ils ont également pointé la nécessité d'appuyer davantage les capacités des niveaux décentralisés et déconcentrés.

En ligne avec les conclusions de l'analyse des capacités de préparation et réponse aux urgences du SNGRD, des observations des Champions Politiques de la résilience aux désastres, ainsi que des consultations avec le Gouvernement, il est nécessaire d'assurer une mise à jour et évaluation systématique des procédures à mettre en place avant, pendant et après une urgences.

Les problèmes et les besoins identifiés sont en ligne avec ceux présentés par ECHO dans le Plan de mise en oeuvre humanitaire 2015 (HIP) qui reconnaît la nécessité de mieux anticiper l'impact des catastrophes, limiter les conséquences et renforcer les capacités existantes pour une préparation et réponse efficace face aux urgences.

Haïti est malheureusement très vulnérable à l'instabilité politique. Les problèmes et les besoins mentionnés pourraient s'exacerber dans l'année à venir si une crise politique s'avérait dans le pays car le gouvernement ne pourrait pas prioriser les questions liées à la GRD. Les résultats obtenus et les engagements promis pourraient tomber pendant un temps indéfini. Entre temps, la vulnérabilité de la population aux risques de catastrophes augmenterait, les capacités d'intervention diminueraient, et les populations touchées n'auraient aucun mécanisme de protection sociale à disposition pour faciliter une reprise rapide.

3.1.4 Response analysis

À la lumière des besoins et des problèmes mentionnés, le PNUD a élaboré la stratégie de réponse proposée en consultation avec ses partenaires gouvernementaux qui interviennent dans le domaine de la réduction des risques naturels - plus spécifiquement la DPC, l'UCLBP, LNBTP, CIAT, CNIGS.

Depuis 2013 le PNUD - avec le soutien d'ECHO- s'est mobilisé pour développer une méthodologie nationale pour la réduction des risques dans les zones urbaines et de sensibiliser et renforcer les acteurs locaux pour son application systématique dans les projets d'aménagement urbain. En 2014 la première phase de ce projet a été conclue avec succès. Une prise de conscience importante de la composante réduction des risques urbains dans le développement des territoires par les principaux bailleurs et les institutions nationales et/ou organisations internationales s'est affirmée. Il est donc nécessaire de poursuivre les efforts et d'assurer la continuité et la durabilité des résultats atteints.

Les initiatives du projet proposé visent à ce que les risques urbains soient effectivement pris en compte à travers l'appropriation et la maîtrise de la démarche "Réduction des risques naturels en zones urbaines" par les différents acteurs de la GRD et de l'aménagement du territoire en Haïti (**voir Annexe 18**). En particulier, la stratégie de réponse proposée se focalise sur (i) la consolidation et réajustement de la version 0 de la méthodologie "réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti" et poursuite/renforcement du plaidoyer pour son appropriation par le système national ainsi que son adoption comme un standard national et son application concrète et sa pérennisation; (ii) généralisation de la sensibilisation et consolidation des capacités des cadres institutionnels sur les techniques et outils de prise en compte des risques naturels dans la planification urbaine, (iii) la diffusion du Guide méthodologique "Réduction des risques naturels en zones urbaines" et promotion de son intégration dans les politiques d'aménagement au niveau central, départemental, municipal et communautaire. Aussi, dans un pays comme Haïti, où les risques naturels sont omniprésents et où la vulnérabilité en milieu urbain est très élevée, il est impératif de mettre en place un mécanisme garantissant une applicabilité et une pérennisation de cet outil, il est indispensable qu'il y ait une appropriation de cet outil par la majorité des acteurs et son inscription dans un cadre légal. Par ailleurs il nous semble important de faire le plaidoyer auprès du groupe des bailleurs de fond afin qu'il intègre la méthodologie nationale dans leurs projets de construction.

Nous nous sommes donc rapprochés de l'UCLBP et ONU-Habitat afin d'organiser une réunion de travail pour mettre en place une stratégie commune pour présenter le guide méthodologique de réduction des risques urbains au groupe des bailleurs.

Il est important de rappeler ici, les principaux projets et actions en cours ou à venir (**voir Annexe 20**) dans le domaine de la Réduction des Risques Urbains. Ces initiatives constituent des belles opportunités de synergie à favoriser et renforcer pour donner plus de visibilité et de légitimité à la Méthodologie Nationale. Il s'agit notamment:

i) « *Testing* » directe de cette méthodologie Nationale sur 6 communes prioritaires de la Grande Anse dans le cadre du *Projet "INTEGRATED DEPARTMENTAL MULTI-RISK ASSESSMENTS AND PLANS IN THE GRAND-ANSE, NORD & NORD EST DEPARTMENTS"* mis en oeuvre par le **PNUD** avec le soutien de **UK DfID** Ainsi le retour d'expérience sur cette application pilote concrète viendra appuyer et/ou ajuster la méthodologie nationale d'une part et permettra d'autre part, de communiquer et de diffuser cette outils au niveau décentralisé et le renforcement spécifique des acteurs au niveau local. Par ailleurs, les outils développés à l'occasion de ce projet serviront d'exemple concret pour sensibiliser le niveau central.

ii) Il en est de même pour le projet *"Cartographie Pilote multirisques dans le département du SE"* mis en oeuvre par le **CCRR (DDC)**, les résultats de cette application indirecte de la méthodologie nationale, axée sur le renforcement des capacités d'un pool d'expert nationaux à l'élaboration de cartographies multirisques, nous permettra d'exploiter le retour d'expérience de cette initiative pour améliorer et ajuster la méthodologie Nationale en terme d'application technique et de formation/sensibilisation. Il est important de soutenir cet initiative dont l'objectif principale est à priori de former un pool d'experts nationaux sur le long terme (au moins 4 à 5 ans de formation approfondie), capable d'élaborer un diagnostic précis des risques et des moyens pour s'en prémunir. L'objectif des formations qui seront dispensés (combien même approfondies), ne seront pas suffisantes pour former des experts en la matière dans le cadre de notre projet. Aussi, nous envisageons d'appuyer cette formation en continuant l'assistance technique au **CCRR** et en renforçant la collaboration déjà initiée depuis l'élaboration des termes de référence de ce projet ainsi que du programme de formation puis la sélection des formateurs. En effet, le **CCRR** est membre du Groupe de travail RRU et réciproquement le **PNUD** est membre du Groupe de Travail GTAR. Par ailleurs, une convention de collaboration est en cours de finalisation entre le **PNUD** et la **DDC** pour officialiser l'assistance technique et le contrôle qualité que le **PND** apporter au **CCRR** durant l'implémentation de ce projet.

iii) Il en est de même pour le projet *"Supporting Disaster Resilience in the Departements of the Nord and Nord'Est of Haiti"* mis en oeuvre par le **PNUD** avec le soutien du **Japon**. Les résultats de cette application directe de la méthodologie nationale sur 2 communes, vas nous permettre de bénéficier du retour d'expérience sur cette application concrète et d'ajuster la méthodologie nationale.

iv) Il en est de même pour d'autres nombreuses petites initiatives d'aménagements de certains quartiers (AFD/UCLBP pour l'aménagement de Baillargueux, Carrefour feuille' Martissant, ... etc. ; **USAID/UCLBP-ONU Habitat** pour Canaan, .. ; etc.). Il s'agit là encore d'applications directes de la Méthodologie Nationale dont le retour d'expérience sera fort enrichissante pour l'ajustement de notre démarche.

Préparation et réponse aux désastres (annexe 13)

Les résultats de l'analyse des capacités de préparation et réponse du SNGRD (annexe 11), ainsi que les conclusions des missions techniques du groupe des Champions Politiques de la résilience aux désastres (annexe 12), ont mis en évidence la nécessité de renforcer les capacités de préparation et réponse aux urgences au niveau national et au niveau décentralisé. En outre, les leçons apprises des saisons cycloniques antérieures ont établi que les SIMEX sont un élément fondamental pour évaluer et améliorer la compréhension des mécanismes en place et les capacités de réponse du SNGRD et des partenaires.

Ce projet vise donc à (1) assurer la réalisation d'exercices de simulation au niveau national dans le cadre de la phase de préparation aux désastres (exercice national 2016), (2) réaliser des séances de leçons apprises pour évaluer la préparation (incluant les SIMEX) et la réponse aux désastres (leçons apprises 2016).

3.1.5 Previous evaluation or lessons learned exercise relevant for this Action

Yes

3.1.5.1 Brief summary

Cette proposition se base sur l'expertise du PNUD en gestion des risques urbains et renforcement des capacités de préparation et réponse aux urgences, sur les nombreuses consultations faites avec le Gouvernement et ses partenaires, ainsi que les études réalisées en Haïti par les parties prenantes en GRD.

Parmi les études pris en compte, il est important de citer les analyses suivantes:

(a) Rapport national de suivi sur la mise en oeuvre du Cadre d'action Hyōgo (CAH) (2011-2013) (annexe 10)

(b) Analyse des capacités de préparation et réponse du SNGRD (annexe 6)- (PNUD/ECHO) Aout 2012 - Mai 2013 (annexe 11)

(c) Missions techniques des Champions Politiques de la résilience (annexe 12) -7 février 2014 (annexe 12)

(d) Humanitarian Implementation Plan (HIP) Caribbean, Central America and Mexico - ECHO 31 octobre 2014

3.1.6 [INT] Report On Needs Assessment

inchangé

3.1.7 [FIN] Report On Needs Assessment

inchangé

3.2 Beneficiaries

3.2.1 Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

Individuals

45.930

Organisations

48

3.2.1.1 [FIN] Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

Individuals

6.683

Organisations

3.2.2 Estimated disaggregated data about direct beneficiaries (only for individuals)

| | <u>Estimated % of target group</u> | <u>% of female (F)</u> | <u>% of male (M)</u> |
|--|--|----------------------------|--------------------------|
| Infants and young children (0-59 months) | - % | - % | - % |
| Children (5-17 years) | - % | - % | - % |
| Adults (18-49 years) | 100 % | 55 % | 45 % |
| Elderly (> 50 years) | - % | - % | - % |

3.2.2.1 [FIN] Disaggregated data about direct beneficiaries reached (only for individuals)

| | <u>Estimated % of target group</u> | <u>% of female (F)</u> | <u>% of male (M)</u> |
|--|--|----------------------------|--------------------------|
| Infants and young children (0-59 months) | - % | - % | - % |
| Children (5-17 years) | - % | - % | - % |
| Adults (18-49 years) | 100 % | 36 % | 64 % |
| Elderly (> 50 years) | - % | - % | - % |

3.2.3 Does the action specifically target certain groups or vulnerabilities?

No

3.2.3.1 If yes, which groups or vulnerabilities?

-

3.2.3.2 [FIN] If yes, which groups or vulnerabilities?

-

3.2.4 Beneficiaries selection criteria

(1) Risque urbain: Quelle que soit la méthodologie nationale de prise en compte des risques naturels dans tout projet d'urbanisation qui sera mise en place, elle devra indéniablement s'appuyer sur un certain nombre de mécanismes existants et nécessitera d'être soutenue et véhiculée par tous les acteurs potentiels au niveau institutionnel et sur le terrain, au niveau des communes. Une analyse des mécanismes des acteurs du risque depuis le niveau central jusqu'au niveau communal a été réalisée (Annexe 14). Cette étude a permis d'établir un état de lieu initial de la connaissance et des spécificités de chaque organisme ou institution en matière de gestion de risque urbain et d'identifier les besoins en formation de chacun de ces acteurs. Une liste exhaustive des principaux acteurs du risque a été ainsi établis et servira de base pour la sélection des principaux bénéficiaires.

(2) Préparation/réponse : Les bénéficiaires de l'axe préparation réponse sont sélectionnés selon leur rôle spécifique exercé au niveau du Système National de Gestion des Risques et Désastres au niveau central et départemental. Ceci inclut principalement les membres de la DPC au niveau central, les représentants des secteurs au niveau du SPGRD, les membres des Centres d'Opération d'Urgence etc. Les acteurs des simex seront choisis par la DPC au niveau central avec l'appui des CTD en fonction de leur aptitude spécifique (capacités de coordination, gestion d'équipe etc.)

3.2.5 Beneficiaries involvement in the Action

(1) Risque urbain: Les bénéficiaires ont été impliqués en amont lors de l'enquête élaborée dans le cadre de l'analyse des mécanismes existants et ont formulé leurs besoins aussi bien technique que matériel spécifique. Ils seront impliqués dans un deuxième temps lors de la validation de la stratégie de formation et d'information afin de l'adapter au plus proche à leurs profils et besoins.

(2) Préparation/reponse: Les bénéficiaires seront les acteurs principaux dans la préparation et la réponse aux désastres. De manière spécifique, les bénéficiaires vont être testés lors des exercices de simulation et remplir leur rôle dans les centres d'opération d'urgence. Ceci permettra de tester leur capacités de gestion de crise et renforcer leurs aptitudes pour la préparation et réponse aux désastres.

3.2.6 More details on beneficiaries

1. REDUCTION RISQUE URBAIN :

En termes de bénéficiaires directs, il s'agit de certains membres des institutions/groupes suivants:

- Unité de construction de logements et bâtiments publics (UCLBP) - TOTAL: 2
- Le secrétariat du CIAT - TOTAL: 2
- Le CNIGS - TOTAL: 2
- Le MTPTC /LNBTP & BME - TOTAL: 4
- Le MPCE (équipe de la planification urbaine) - TOTAL : 4
- Le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres (SPGRD) - TOTAL : 2 ;
- La Coordination Scientifique et technique (CST-RST) - Total : 4
- le Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales et DPC - TOTAL: 4
- Ministere de l'Environnement : 2
- Ministere de l'Agriculture : 2
- Ministere de l'Éducation nationale : 2
- Les collectivités : 3 communes de Petion-Ville, Port au Prince et Delmas : les mairies (3) - 4 membres par commune pour & les comités communaux de protection civile - TOTAL : 10;
- Les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui) et les acteurs impliqués dans les principaux Projets de Réduction des Risques Naturels en cours (ONU, ONG): TOTAL : 5;
- Les principaux bailleurs existants/groupe de bailleurs logement - TOTAL: 5.

TOTAL : **16** institutions/organisations, **50** individus, pour les formations générales, **25** (parmi les **50**) pour les formations techniques et **500** personnes sensibilisées à la culture du risque : Total **550** individus

2. PREPARATION AUX DESASTRES:

- (i) Les membres du SPGRD - TOTAL:40;
- (ii) Le personnel de la DPC au niveau central - TOTAL: 30;
- (iii) Les coordonnateurs techniques départementaux de la DPC - TOTAL: 10;
- (iv) Les membres des CDGRD- TOTAL: 200;
- (v) les membres des CCGRD - TOTAL: 400;
- (vi) Les brigadiers de la DPC - TOTAL: 500
- (vii) les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui): 200;

Au total: **1380** personnes du SNGRD

3.2.7 [INT] Report on beneficiaries

inchangé

3.2.8 [FIN] Report on beneficiaries

Il faut noter qu'en vérifiant le nombre d'individus cibles de chacun des 4 résultats, on constate qu'une erreur survenue lors de la formulation du nombre totale suite aux différentes modifications. En effet le nombre totale d'individus cible est de 3.930 individus (soit 550 pour R2+1.380 pour R3+2.000 pour R4) au lieu des 45.930 indiquée dans le formulaire.

Il faut également noter que, bien que pour les sensibilisations grand publics le nombre de femme atteint largement les 50%, pour les formations et les ateliers techniques à destination des décideurs, des experts du risque et de la gestion du sol (ingénieurs, urbanistes, architectes, techniciens, maçons, ...), les femmes sont très peu représentées (5 à 10%), et ce, malgré la discrimination positive en faveur des femmes lors de la sélection des candidats. Il faut dire que ce domaine reste encore très inaccessible aux femmes même dans les pays développés.

4. LOGIC OF INTERVENTION

4.1 Principal objective

La résilience des communautés sont renforcées à travers l'appropriation et l'application de la méthodologie "REDUCTION DES RISQUES NATURELS EN ZONES URBAINES" par les différents acteurs du risque et de l'aménagement en Haïti ainsi que la préparation aux désastres depuis le niveau central jusqu'au niveau locale

4.2 Specific objective

4.2.1 Specific objective - Short description

Renforcer la résilience des populations vulnérables à travers la réduction des risques urbains et une préparation efficace aux désastres a tous les niveaux -

4.2.2 Specific objective - Detailed description

Renforcer l'intégration de la résilience dans la planification et les investissements urbains pour limiter la vulnérabilité du pays aux risques naturels et assurer une préparation effective des cadres du Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD) a tous les niveaux.

Il s'agit de poursuivre et de soutenir l'effort du PNUD -à travers un financement principalement européen (ECHO), d'insuffler en Haïti **une politique de prévention des risques naturels** dont l'objectif est d'**assurer la sécurité des personnes, des biens et la pérennisation des investissements de reconstruction** en anticipant les phénomènes naturels. Cette politique repose sur la mise en place d'une méthodologie et d'outils qui serviront de standard national pour la prise en compte des risques naturels dans tout projet d'urbanisation et d'aménagement urbain en engageant les actions suivantes :

1. Consolidation et réajustement de la version V0 de la méthodologie de "réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti"
2. Concertation avec les principales institution (**Annexe 18**) pour l'élaboration d'une stratégie de diffusion et de plaidoyer pour son appropriation par le système national, son adoption comme un standard national, son application concrète et sa pérennisation.
3. Consolidation et poursuite du renforcement des capacités techniques des institutions nationales et des organisations internationales pertinentes sur l'utilisation de la méthodologie nationale de réduction des risques urbains par la mise en place d'une série de formations (**voir Annexe 17**)
4. Sensibilisation de la société civile, les professionnels de l'éducation, les acteurs décisionnels, les professionnels de l'aménagement, de la construction,, et les acteurs techniques (services de l'État et des collectivités territoriales)- **Voir Annexe 16.**
5. Renforcer la connaissance des risques en zone urbaine pour limiter la vulnérabilité du pays aux risques naturels et assurer une préparation adéquate des cadres du système national de gestion des risques et désastres (SNGRD)

4.2.3 Specific objective - Indicators

4.2.3.1 Specific objective indicator (1/4)

Indicator

Custom

Description

Le Guide Méthodologique Nationale est adopté par les principales institutions haïtiennes pour sa mise en œuvre systématique dans la planification urbaine en Haïti

Baseline

0

Target value

Un Guide Méthodologique National

Progress value

-

Achieved value

Un Guide+Annexe-Retour d'Experience

Source and method of data collection

Guide méthodologique intégrant les recommandations de la concertation Nationale; compte rendu de l'atelier de concertation/validation, Feuille de route pour l'institutionnalisation du guide

Comments on the indicator and the achievement of the target value

-

[INT] Progress report on indicator

Une Version V0 du Guide méthodologique intégrant les recommandations issues de la première étape de concertation a été validé, adopté et diffusé le 8 décembre 2015, par le Ministère de la Planification en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et celui des Travaux Publics et en concertation avec les Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Éducation National ([Link replaced / shortened automatically](#)).

Ce guide méthodologique présente, les méthodes et les outils de caractérisation, de gestion et de prise en compte du risque naturel (séisme, inondation, ruissellement urbain, Tsunami, ouragan et vents violents) dans l'urbanisation. Il s'articule en 5 sections [Prévention - Protection - Planification -Information et Sensibilisation - Formation] qui permettent à l'utilisateur de se repérer à chaque étape de mise en oeuvre de ce processus. C'est un véritable outil d'aide à la décision, à destination des techniciens, des élus, des administrations, des aménageurs, des ONG, de tous les acteurs locaux qui interviennent dans l'aménagement du territoire en Haïti, et sont donc concernés par le risque naturel.

Il a été adopté par le Ministère de la Planification comme le standard National de la réduction des risques naturels dans l'aménagement du territoire (**Préface du Guide par le Ministre de la Planification et son discours du 8 décembre 2015**).

[FIN] Progress report on indicator

Un guide méthodologique nationale intégrant les recommandations de la concertation sur la première version du guide est actuellement disponible est adopté par le gouvernement haïtien comme le standard national pour la réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti ([Link replaced / shortened automatically](#)).

Conformément aux principales recommandations issues de ce processus de concertation, il s'agit de la version initiale du guide (version V0), intégrant une annexe sur le retour d'expérience de son application à l'échelle locale dans différentes initiatives en Haïti (Projet 16/6 du PNUD ; PPR Desprez de OXFAM ; PPR Martissant- Carrefour Feuille de l'UCLBP et Cartographie Multi Risque de Jacmel de la CCR) ainsi que son application intégrale dans le département de la Grande 'Anse et son opérationnalisation a l'occasion du cyclone Mathieu (voir annexes : 10, 20, 40, 41, 48 et 51 ainsi que la section Résultat 1-Indicateur 1, du présent rapport).

D'après le rapport d'évaluation finale du projet (voir annexe 48) « 100% des décideurs seniors des principales institutions gouvernementales à Port-au-Prince, responsables de l'urbanisme, de l'engagement territorial et de la réduction des risques naturels ont perçu le guide comme un produit utile et de bonne facture, qui établit les normes nationales pour la connaissance et la gestion des risques urbains à Haïti »

4.2.3.2 Specific objective indicator (2/4)

Indicator

Custom

Description

Les institutions haïtiennes ont des connaissances renforcées et ont les capacités techniques pour l'application et la conduite des différentes composantes de la méthodologie standard.

Baseline

0

Target value

16 institutions soit 25 individus

Progress value

-

Achieved value

36 institutions soit 41 individus

Source and method of data collection

Stratégie de formation, calendrier de formation ; évaluations et rapports de formation, nombre de personnes ayant suivi la formation et nombre de certificats délivrés,...etc

Comments on the indicator and the achievement of the target value

-

[INT] Progress report on indicator

Une Stratégie de formation ainsi qu'un calendrier de la première série de formation ont été élaborés en septembre et soumis à la validation du Groupe de travail (**voir annexes 20 et 20 bis**). Cette première série de formation qui devait se tenir le 10, 11 et 12 novembre 2015 a dû malheureusement être annulée au dernier moment, pour cause de blocage des routes et perturbations associés à la période électorale.

Un projet de la stratégie complète de la formation et un nouveau calendrier sont en cours de finalisation (**voir annexe 20**) pour soumission courant février, à l'approbation d'ECHO après validation préalable par le Comité de Pilotage Réduction des Risques Urbains.

Cette stratégie a pour objectif de capitaliser sur les différentes initiatives de formation dans le domaine de la Réduction des Risques Urbains en mettant en place en coordonnant nos actions avec les principaux partenaires (notamment le CCR+R et le CIAT) afin d'instaurer une certaine synergie et garantir une formation cohérente et la plus complète possible en évitant les doublons. Ainsi, le projet RRU a participé à l'élaboration du programme de la formation dispensé par la coopération Suisse ainsi qu'à la sélection des formateurs et des candidats pour la formation d'une part (**voir Annexe 17**). D'autre part nous avons également participé à la formation des acteurs de l'aménagement du territoire organisé par le CIAT (**voir Annexe 4**). Dans le cadre du présent projet nous allons veiller à renforcer les cadres formés par la coopération Suisse et le CIAT dans le cadre des formations programmées.

[FIN] Progress report on indicator

L'indicateur a été largement dépassé. Nous avons en effet, pu former (formation approfondie) 41 individus au lieu des 25 initialement planifiés dans le cadre du projet. Ce qui représente près de 2 fois la cible initiale. Ces individus proviennent de 36 institutions/organisations différentes (17 institutions nationales, 2 bailleurs de fonds, 2 ONGs, 14 mairies et 1 association des maires)-(voir annexes : 27, 28 et 48). Là encore nous avons dépassé la cible initiale de 16 institutions en couvrant 20 institutions supplémentaires soit un dépassement de près de 2.5 fois la cible initiale.

On doit cette grande performance à la mutualisation des moyens et la synergie établie entre le présent projet et le projet du Projet "INTEGRATED DEPARTMENTAL MULTI-RISK ASSESSMENTS AND PLANS IN THE GRAND-ANSE, DEPARTMENT" mis en œuvre par le PNUD avec le soutien de UK DFID (2014-2016) (voir section 2.3)

4.2.3.3 Specific objective indicator (3/4)

Indicator

Custom

Description

Le SNGRD dispose d'une stratégie pour la mise en place et la coordination des exercices de simulation dans le cadre de la préparation aux désastres.

Baseline

0

Target value

1 stratégie validée

Progress value

-

Achieved value

1 stratégie validée

Source and method of data collection

Rapports de réunion de l'Unité SIMEX - document de stratégie des exercices de simulation - rapport des exercices de simulation - rapport des ateliers de leçons apprises

Comments on the indicator and the achievement of the target value

-

[INT] Progress report on indicator

Le SIMEX 2016 est en cours de préparation. Trois réunions de planification ont déjà eu lieu en 2015 avec la Direction de la Protection Civile et l'embryon du groupe U-SIMEX existe. L'atelier des leçons apprises est prévu du 23 au 26 février 2016. Les documents et outils stratégiques et techniques pour la réalisation de cet atelier sont au niveau de la Direction de la Protection Civile pour validation

[FIN] Progress report on indicator

· Dix réunions sur les stratégies d'exercices de simulation L'U-SIMEX) mis sur pied en mars 2016, est opérationnelle. Elle a été impliquée dans :

- L'organisation de l'exercice de simulation séisme qui a lieu au Cap-Haitien le 6 mai 2016.
- La conception, l'organisation et la réalisation du Simex cyclonique les 9 et 10 Aout 2016.
- La stratégie d'exercices de simulation est en cours d'élaboration suite aux discussions.

(Voir annexes 52 à 63)

4.2.3.4 Specific objective indicator (4/4)

Indicator

Custom

Description

Les procédures de préparation et réponse au risque tsunami diffusés et mises en œuvre à différents niveaux du SNGRD

Baseline

0

Target value

2

Progress value

-

Achieved value

2

Source and method of data collection

Stratégie de formation; évaluations et rapports de formation, participants aux exercices de simulation et d'évacuation, etc...

Comments on the indicator and the achievement of the target value

Les procédures nationales ainsi que celles des communes de Cap Haïtien, Port-de-Paix et Fort Liberté seront diffusées auprès des équipes tsunami. Un exercice de simulation sera réalisé à Port-de-Paix ou Fort Liberté en coordination avec un exercice de table au niveau national pour tester la coordination entre les différents niveaux.

[INT] Progress report on indicator

-

[FIN] Progress report on indicator

1) En prélude à l'exercice de simulation (SIMEX 2017) à Fort Liberté, un atelier de de réactivation a été réalisé à Fort Liberté les 19 et 20 janvier 2017 dans les locaux du Centre d'Opération d'Urgence Départementale(COUD) du Nord est, dans le but de réactiver le comité communal de protection civile. La Direction de la Protection Civile a réalisé les 23 et 24 janvier 2017, dans le cadre du projet, un atelier de restitution des cartes d'inondation, d'évacuation et de procédures Communales du Cap Haïtien et Port-de-Paix qui ont validé les procédures communales respectives. Un atelier similaire a validé la carte d'évacuation et procédures communales de Fort Liberté. Ces activités ont contribué largement à la diffusion des procédures nationales et communales en cas de tsunami.

2) Un exercice de simulation communal (SIMEX 2017) pour tester et mettre en oeuvre les protocoles d'alerte et réponse a eu lieu à Fort Liberté le 21 mars 2017, en lien avec l'exercice régional CARIBE WAVE 2017. Pour en arriver, plusieurs ateliers de préparation et formation des groupes cibles (volontaires, EICs, directeurs d'écoles, enseignants, élèves, etc..) ainsi que des activités de sensibilisation ont été réalisées entre janvier et mars 2017, avec un résultat très positif dans une période de mise en oeuvre très courte.

(Voir Annexes 63 à 85)

4.3 Results

Result (1/4) - Details

Title

la Méthodologie Nationale est adoptée comme un standard pour l'intégration de la Réduction des Risques Naturels dans la planification et les investissements urbains en Haïti.

Sector

Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness

Sub-sectors

Other (DRR / DP)

Estimated total amount

425.700,00

[FIN] Estimated incurred total amount

569.089,53

Result (1/4) - Beneficiaries

Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|----------------------|----|
| Individuals | - |
| Organisations | 10 |
| Households | - |

| | |
|---------------------------|---|
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

[FIN] Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|---------------------------|----|
| Individuals | - |
| Organisations | 30 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

Beneficiaries type

Others

Does the Action specifically target certain groups or vulnerabilities?

No

Specific target group or vulnerabilities

-

More comments on beneficiaries

En termes de bénéficiaires directs, nous allons nous concentrer en priorité sur les institutions nationales clés en matière de construction et d'aménagement du territoire suivantes :

1. Unité de construction de logements et bâtiments publics (UCLBP)
2. Le secrétariat du CIAT
3. Le MTPTC /LNBTP & BME
4. Le MPCE
5. le Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales /DPC
6. Ministère de l'Environnement/Observatoire National de l'Environnement et de la Vulnérabilité/ONEV
7. Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturels et du Développement Rural (MANDR)
8. Centre National d'Information Géo-Spatiale (CNIGS)
9. Service Maritime et de Navigation d'Haïti (SEMANAH)
10. Université d'État d'Haïti (UEH / FDS et FAMV)

TOTAL : **10** institutions clés

[INT] Report on beneficiaries

À ce jour au minimum, 8 institutions nationales ont une assez bonne connaissance technique de la méthodologie nationale de Réduction des Risques en zones urbaines. Il s'agit notamment de l'UCLBP, le CIAT, le LNBTP, le BME, le MPCE, le CNGIS, la DPC et l'UH. Ces institutions sont en effet, les partenaires nationaux privilégiés de mise en oeuvre du présent projet. En effet, de par leurs missions et leurs domaines de compétences respectives et complémentaires, ces institutions constituent la base minimum nécessaire pour garantir une bonne maîtrise technique et de mise en oeuvre des différentes composantes de la méthodologie nationale. L'implication et la participation active de ces acteurs clés au processus de validation de la version V0 du Guide méthodologique ainsi qu'au plaidoyer pour son appropriation en tant qu'un standard Nationale et sa diffusion (annexes : 2, 3, 5, 10, 11, 16, 18) est un atout majeur pour une application effectif et une institutionnalisation du Guide méthodologique.

[FIN] Report on beneficiaries

Au total 15 institutions nationales et 15 collectivités territoriales (mairies ; Port au Prince, Les Cayes, Port Salut, les 12 communes de la Grand'Anse et l'AMAGA), considèrent « le guide comme un produit utile et de bonne facture, qui établit les normes nationales pour la connaissance et la gestion des risques urbains en Haïti et doit être appliqué sur l'ensemble du territoire » - voir :

- 1- Enquête auprès des principales institutions haïtienne (MPCE, LNBTP, CNIGS, BME, MTPTC, MPCE, UEH, MICT/DPC et SNGRD, Primature/UCLBP et CIAT, MDE, MARNDR, BON, ...) par l'équipe de projet et/ou par une firme privé (voir annexe 40) ;
- 2- Rapport d'évaluation externe de fin de projet par un expert indépendant (voir annexe 48)
- 3- Atelier de concertation du 23 Mars 2017 (voir annexe 41) ;
- 4- draft feuille de route RRU (annexe 20)
- 5- Feuille de route gouvernementale/MPCE (2017-2022): [\[Link replaced / shortened automatically\]](#) (MPCE).

Result (1/4) - Transfer Modalities

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

[FIN]

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

Comments on transfer modalities in this result

-

[INT] Comments on transfer modalities in this result

-

[FIN] Comments on transfer modalities in this result

-

Result (1/4) - Indicators

Result 1 - Indicator 1

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

1 nouvelle version du Guide méthodologique revue et révisée en fin de projet

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

0,50

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

Guide Méthodologique révisé (intégrant les recommandations de la concertation Nationale; compte rendu de l'atelier de validation) et disponible en deux version: une complète (technique) et une allégée (pédagogique);

Compte rendu des réunions et rapport de synthèse des résultats de la concertation;

[FIN] Source and method of data collection

Une nouvelle version du Guide méthodologique est actuellement est actuellement disponible est adopté par le gouvernement haïtien comme le standard national pour la réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti ([\[Link replaced / shortened automatically\]](#)). Il s'agit de la version initiale du guide (version V0) en 2 formats (1 complète /technique et 1 allégée / pédagogique), intégrant une annexe sur le retour d'expérience de son application et son opérationnalisation a l'occasion du cyclone Mathieu (annexe 50), Voir : comptes rendus des ateliers (annexes 10 et 41), enquête auprès des principales institutions (MPCE, LNBT, CNIGS, BME, MTPTC, MPCE, UEH, SNGRD, DPC, UCLBP, MDE, MARNDR, BON, ...) (annexe 49) et évaluation externe du projet (annexes 48).

Comments

Une campagne de concertation se fera sous forme :

1. De réunions spécifiques avec chaque institution pertinente (1 jours /institution). 15 organismes feront l'objet de réunions spécifiques (soit 15 réunions). Ces réunions viendront s'ajouter a celles réalisées dans le cadre de la phase 1 du projet réduction des risques urbains (soit au minimum 20 réunions) ce qui nous fera un total de 35 réunions.
2. D'atelier de travail et d'échange rassemblant les différents acteurs
3. De table ronde avec la coordination scientifique et technique,
4. Mise en place d'un comité de suivie des applications pilotes de la méthodologie nationale dans les 3 départements du N, du NE et de la Grande Anse dans le cadre du Projet DFID ou encore dans le département du SE dans le cadre du projet SDC. Ainsi que le suivie de différentes initiatives d'aménagements urbains en cours : AFD/Carrefour feuille, Martissant, BAILLERGEAU, ... ou encore USAID/Canaon,

Result 1 - Indicator 2

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

La Méthodologie Nationale est intégrée dans les politiques des principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP...etc.) est utilisée comme un standard National

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

1,00

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

Plan d'action; une liste des politiques identifiées; feuille de route "Réduction des Risques Urbain" en vue de son adoption comme un Standard national par les principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP,...etc.); évaluation des politiques du MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP en fin de projet.

[FIN] Source and method of data collection

Un guide méthodologique nationale intégrant les recommandations de la concertation sur la première version du guide est actuellement disponible est adopté par le gouvernement haïtien comme le standard national pour la réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti ([Link replaced / shortened automatically](#)). Au total 15 institutions nationales et 15 collectivités territoriales (mairies ; Port au Prince, Les Cayes, Port Salut, les 12 communes de la Grand'Anse et l'AMAGA), considèrent « le guide comme un produit utile et de bonne facture, qui établit les normes nationales pour la connaissance et la gestion des risques urbains en Haïti et doit être appliqué sur l'ensemble du territoire » - voir : 1- Enquête auprès des principales institutions haïtienne (MPCE, LNBTP, CNIGS, BME, MTPTC, MPCE, UEH, MICT/DPC et SNGRD, Primature/UCLBP et CIAT, MDE, MARNDR, BON, ...) par l'équipe de projet et/ou par une firme privé (voir annexe 40) ; 2- Rapport d'évaluation externe de fin de projet par un expert indépendant (voir annexe 48) 3- Atelier de concertation du 23 Mars 2017 (voir annexe 41) ; 4- draft feuille de route RRU (annexe 20) 5- Feuille de route gouvernementale/MPCE (2017-2022): [Link replaced / shortened automatically](#) (MPCE).

Comments

Cet indicateur est la base de cette phase 2 du projet car il consiste à institutionnaliser cette méthodologie :

- i) Appropriation par le gouvernement haïtien de cette méthodologie et son application dans tous ses projets ainsi que ceux de ses partenaires : Mise en place d'une feuille de route Réduction des Risques urbain en vue de son adoption comme un Standard national par les principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, ...etc.).
- ii) Appropriation de cette méthodologie par les principaux bailleurs de la construction et de l'aménagement du territoire : Présentation de la méthodologie au groupe des bailleurs et plaidoyer avec l'appui de l'UCLBP en vue de son application dans les projets bénéficiant d'un financement de ces bailleurs.

Result (1/4) - Indicators comments

Additional comments on indicators

Dans un pays comme Haïti, où les risques naturels sont omniprésents et où la vulnérabilité en milieu urbain est très élevée, il est important d'instaurer une méthodologie nationale standardisée permettant une harmonisation des différentes approches existantes et le développement de recommandations claires et réalistes de bon usage du sol. Ainsi, dans la phase 1 de ce projet une méthodologie nationale intégrée, opérationnelle et adaptée au contexte socio-économique et environnemental d'Haïti, a été pour la première fois élaborée en Haïti. Cette méthodologie permet de cadrer et d'assurer un certain niveau de qualité et un minimum d'homogénéité de forme et de contenu aux documents techniques de gestion et de prévention des risques, en définissant le cadre technique de qualification et de cartographie des différents risques naturels et leurs traductions en réglementation de bon usage du sol en vue de la réduction de la vulnérabilité du bâti et des infrastructures aux catastrophes naturelles toute en identifiant les responsabilités et le rôle des différents acteurs (État, Institutions, Bailleurs, Protection civile, collectivités territoriales, élus, communautés locales, particuliers, ...) pour une bonne coordination et mise en oeuvre.

Afin de garantir l'application et la pérennisation de cet outil, il est indispensable qu'il y ait une appropriation de ce dernier par la majorité de ces acteurs d'une part et son intégration dans un cadre légale (définir et/ou adapter un cadre légal) d'autre part.

Importance de ces indicateurs :

Ces indicateur sont donc la base de cette phase 2 du projet car il consistent à institutionnaliser cette méthodologie :

- i) Validation de la méthodologie nationale par les principaux acteurs du risque et de l'aménagement du

territoire suite a une concertation approfondie avec ces dernier.

ii) Appropriation par le gouvernement haïtien de cette méthodologie et son application dans tous ses projets ainsi que ceux de ses partenaires : Mise en place d'une feuille de route Réduction des Risques urbain en vue de son adoption comme un Standard national par les principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, ...etc.).

iii) Appropriation de cette méthodologie par les principaux bailleurs de la construction et de l'aménagement du territoire : Présentation de la méthodologie au groupe des bailleurs et plaidoyer avec l'appui des institutions haïtiennes (MPCE, UCLBP, CIAT, BME, LNBTP,...) en vue de son application dans les projets bénéficiant d'un financement de ces bailleurs.

Ainsi, ces acteurs clés de la gestion du risque de la construction et/ou de l'aménagement du territoire vont adopter et diffuser une approche harmonisée sur l'intégration de la réduction des risques dans les processus d'urbanisation et serviront d'appui au Gouvernement pour la mise en application de cette méthodologie dans les projets de reconstruction et d'aménagement urbain et sa diffusion auprès des différents autres partenaires et acteurs.

[INT] Progress report on the indicators of one result

1- Une version V0 du Guide Méthodologique Nationale Réduction des Risques Urbains intégrant les remarques et commentaires des deux commissions de lectures et de l'atelier de validation (annexe 10) est actuellement disponible en deux versions : une version complète et une version synthétique ([Link replaced / shortened automatically](#)) **est adoptée par le Ministère de la Planification comme un Standard National**.

2- Une Stratégie de formation ainsi qu'un calendrier de la première série de formation ont été élaboré en septembre et soumis à la validation du Groupe de travail (**voir annexes 20 et 20 bis**). Cette première série formation qui devrait se tenir le 10, 11 et 12 novembre 2015 a dû malheureusement être annulée au dernier moment, pour cause de blocage des routes et perturbations associés à la période électorale.

Un projet de la stratégie complète de la formation et un nouveau calendrier sont en cours de finalisation (**voir annexe 20**) pour soumission courant février, à l'approbation d'ECHO après validation préalable par le Comité de Pilotage Réduction des Risques Urbains.

[FIN] Progress report on the indicators of one result

Les deux indicateurs sont largement atteints. En effet, un guide méthodologique nationale intégrant les recommandations de la concertation sur la première version du guide est actuellement disponible est adopté par le gouvernement haïtien comme le standard national pour la réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti ([Link replaced / shortened automatically](#)). Au total **15 institutions nationales et 15 collectivités territoriales** (mairies ; Port au Prince, Les Cayes, Port Salut, les 12 communes de la Grand'Anse et l'AMAGA), considèrent « le guide comme un produit utile et de bonne facture, qui établit les normes nationales pour la connaissance et la gestion des risques urbains en Haïti et doit être appliqué sur l'ensemble du territoire » (voir rapport d'évaluation externe de fin de projet : annexe 48).

Result (1/4) - Activities

Result 1 - Activity 1

Short description

Mise en place d'une commission de lecture technique -Experts nationaux et internationaux dans le domaine des risques sismique, inondation, tsunami, mouvements de terrain et ouragon- pour la validation du contenu technique du guide methodologique nationale

Detailed description

Ce comité sera composé d'acteurs hautement technique dans le domaine des risques et de l'aménagement urbain, nationaux et internationaux, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Les membres de cette commission de lecture sera choisi en concertation avec le groupe de travail Réduction des Risques Urbain et la Coordination Scientifique et technique pour les Risques Naturels en Haïti (CST-RNH).

Ce comité se chargera de valider le contenu scientifique et technique de la version complète du Guide Méthodologique. Il permettra de garantir que ce contenu est conforme aux règles de l'art et aux « standards » internationaux en matière de qualification et de cartographie des différents risques naturels et leurs traductions en réglementation de bon usage du sol et de gestion et de prévention des risques.

L'évaluation et les différentes analyses; seront partagé avec le groupe de travail, le CST-RNH et le Bureau d'Étude ayant réalisé la première version du Guide afin d'ajuster au besoin cette dernière.

[FIN] Report on the activity

Une commission de lecture technique comportant des experts nationaux et internationaux (dans le domaine des risques sismique, inondation, tsunami, mouvements de terrain et ouragan) a été mise en place par la CST-RNH en concertation avec le groupe de travail RRU, pour la validation du contenu technique du guide méthodologique national. Un rapport concernant l'évaluation technique du Guide méthodologique a été élaboré par la CST-RNH (voir annexe 10) suite à l'analyse des rapports des différents experts consultés. Ce rapport souligne la haute qualité technique de ce document et son exhaustivité. Il souligne par ailleurs que ce document servira de référence pour la qualification des risques et sa prise en compte pour un aménagement durable du territoire aussi bien en Haiti que dans d'autres régions du monde.

Result 1 - Activity 2

Short description

Mise en place d'une commission de lecture élargie -Représentants des différents acteurs locaux, politiques, techniques et non technique - pour collecter toutes les remarques pertinentes d'ordre générale concernant le contenu et la forme du guide méthodologique nationale

Detailed description

Il s'agit de mettre en place un comité élargie représentatif des des différents acteurs locaux , politiques, techniques et non technique (État, Institutions, Bailleurs, Protection civile, collectivités territoriales, élus, communautés locales, ...). Les membres de cette commission de lecture sera choisi en concertation avec le groupe de travail Réduction des Risques Urbain et les principales institutions nationales pertinentes (MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP, CIAT, ONEV, MANDR, CNIGS, SEMANAH, CNIAH, ...etc.) et intégrera au moins un membre de ces dernière.

Ce comité se chargera d'évaluer la compréhension du contenu globale du guide et sa pertinence ou pas sur le plan pédagogique. Cette Etape permettra par ailleurs d'impliquer ces acteurs clés dans l'élaboration de ce document en collectant leurs remarques et suggestions afin d'adapter le produit a leurs besoins. Au delà de la validation, cette étape permettra aux différents acteurs une meilleure compréhension

du contenu de ce guide en vue de son appropriation et son application future pour une réduction durable des risques naturels dans l'aménagement urbain.

L'évaluation et les différentes analyses; seront partagé avec le groupe de travail, le CST-RNH et le Bureau d'Étude ayant réalisé la première version du Guide afin d'ajuster au besoin cette dernière.

[FIN] Report on the activity

Une commission de lecture élargie, comportant des représentants des différents acteurs locaux (politiques, techniques et non technique) a été mise en place afin de collecter toutes les remarques pertinentes d'ordre générale concernant le contenu et la forme du guide méthodologique national. En effet, le guide méthodologique a été partagé avec différents acteurs (différentes unités et projets du PNUD, ONU-Habitat, BM, CIAT, UCLBP, DPC, BME, LNBTP, Direction de l'Aménagement du MPTPTC, DTPTC, SNGRD,... etc.). Des réunions spécifiques que ces différentes entités ont été organisés pour discuter du contenu du Guide. Certains commentaires et recommandations ont été formulés lors de ces rencontres, d'autres ont été transmises ultérieurement par écrits.

Result 1 - Activity 3

Short description

Organisation d'une reunion de concertation avec les deux commissions de lecture en vue de la synthese des remarques pertinentes pour integration dans la la nouvelle version du guide methodologique.

Detailed description

Après lecture et analyse du contenu de la version complète du Guide Méthodologique par les deux commissions (technique et élargie), un atelier de travail sera organisé afin d'examiner et de débattre du contenu de l'analyse de ces deux commission et d'établir un cahier de synthèse intégrant les remarques et suggestions pertinentes à prendre en considération pour la modification de la première version du Guide. Cet atelier sera par ailleurs l'occasion d'inviter le reste des acteurs du risque (État, Institutions, Bailleurs, organisations internationales, ONG, Protection civile, collectivités territoriales, élus, communautés locales, Associations, particuliers,...) afin de les associés au débat d'une part et de les sensibiliser sur la

problématique risque en général et sur l'importance de son intégration dans tout projet d'aménagements à travers l'utilisation du Guide méthodologique Nationale. Cet Atelier, sera également l'occasion de lancer la réflexion sur la stratégie d'institutionnalisation de cet Guide et les mécanismes à mettre en place pour garantir son adoption comme un Standard Nationale préalable à tout projet d'aménagements ainsi que la stratégie de diffusion de ce guide.

[FIN] Report on the activity

Un atelier de validation technique et de concertation avec les principaux acteurs haïtien a été organisé le 24 juin 2015 (voir annexe 10). À l'occasion, les cadres techniques et représentant des principales institutions haïtiennes (MTPTC, MPCE, MT, OMRH, DPC, SEMANAH, CIAT, UEH, .. etc.) et experts de la coordination scientifique et technique (nationaux et internationaux) ont pris leur temps pour d'abord procédé à une lecture méthodologique du guide, puis à son analyse minutieuse tant sur la forme que sur le fond avant de déclencher un vigoureux débat au sein même des groupes pour confronter les arguments avant d'aboutir à des remarques concertées. Suite à cet atelier toutes les remarques pertinentes issus des 2 commissions de lectures (activités 1.1 et 1.2) ainsi que les conclusions de ce premier Atelier de concertation, ont été intégré dans la version V0 du Guide Méthodologique Nationale Réduction des Risques Urbains.

Par la suite, un atelier de diffusion de la version V0 du Guide a été organisé le 8 décembre 2015 (voir annexe 18) par le Ministère de la Planification de concert avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales et le PNUD/Haïti. Cet atelier a été l'occasion d'une large communication (120 participants : Représentants des instances étatiques haïtiennes ; Bailleurs de fonds ; Professionnels des services de l'État, Professionnels du bâtiment et de l'aménagement urbain ; Représentants des collectivités territoriales, des Mairies et des quartiers ; Services risques des ONG ; Bureaux d'études, aménagements publics et privés ; Universitaires, Enseignants et Étudiants ; Journalistes,...etc.) sur l'existence du Guide Méthodologique et de son appropriation par le Ministère de la Planification qui s'engage à faire tout le plaidoyer nécessaires en vue de sa diffusion, son application et son institutionnalisation en Haïti (voir annexe 18).

Result 1 - Activity 4

Short description

Présentation de la version corrigée du Guide Méthodologique aux principales institutions nationales et organisation internationales en vue d'une concertation sur le contenu et la mise en place d'une stratégie commune pour la diffusion et l'utilisation de la version corrigée du guide méthodologique

Detailed description

Après intégration des remarques et suggestions pertinentes issues des étapes précédentes pour l'ajustement de la première version du Guide Méthodologique Nationale, des réunions spécifiques avec chacune des principales institutions/organisations nationales (MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP, CIAT, ONEV, MANDR, CNIGS, SEMANAH, CNIAH, ...etc.) seront organisées. Lors de ces Réunion, le chef de Projet Réduction Risque Urbain présentera de façon claire et synthétique les différentes composantes du Guide méthodologique et de l'internet et la valeur ajouté qu'il pourra apporter à cet institution/organisation dans le cadre des missions et prérogatives qui les incombent. Il précisera également en fonction du domaine de compétence spécifique de l'institution/organisation et de son mandat, quel serait dans l'idéale, le rôle/responsabilité que cette institution pourra remplir et sa valeur ajouté dans le processus (organigramme idéal) de gestion et de prévention des risques et aménagements urbain.

C'est à cet occasion que le programme de formation adapté a cette institution sera présenter et que les critères de sélection des cadres qui vont suivre les formations générales puis spécifiques seront affinées.

Au moins 15 institutions/organismes feront l'objet de réunions spécifiques (soit au minimum 15 réunions de 1 jours /institution). Ces réunions viendront s'additionner à celles réalisées dans le cadre de la phase 1 du projet réduction des risques urbains (soit au minimum 20 réunions) ce qui nous fera un total de 35 réunions de concertation

[FIN] Report on the activity

Des rencontres ont été organisées avec les principales institutions nationales (MICT, MPCE, MTPTC, UCLBP, CIAT, ONEV, MANDR, CNIGS, SEMANAH, CNIAH, ...etc.) (voir annexe 22). Lors de ces Réunion, les différentes composantes du Guide méthodologique ont été exposées de façon claire en soulignant notamment, l'intérêt ainsi que la valeur ajoutée que l'application de ce guide pourra apporter à cet institution/organisation dans le cadre des missions et prérogatives qui les incombent. Nous avons profité de cette opportunité d'échanger également, sur le rôle/responsabilité que cette institution (en fonction du domaine de son domaine de compétence et de son mandat), pourra remplir et sa valeur

ajoutée dans le processus (organigramme idéal-Annexes : 20, 41 et 50) de la prévention des risques à travers l'aménagement urbain.

Dans cette même perspective, et dans le cadre de la réalisation de l'enquête sur le retour d'expérience sur l'utilisation du guide méthodologique en Haïti, une partie a été consacré à l'évaluation de la pertinence du contenu du guide méthodologique par les principales institutions haïtiennes et la collecte des suggestions de ces institutions en vue de l'amendement et/ou l'amélioration de la version actuelle du guide méthodologique. Au total, 21 cadres institutionnels (5 Directeurs Généraux /MPCE, LNBTP, CNIGS, BME ; 3 Directeurs / UCLBP, DTPTC et DAT ; 1 Coordinateur /CST ; 2 Universitaires /UEH et 11 Cadre technique au niveau central (Représentants de : UCLBP, MDE, MARNDR, BON, MPCE, MTPTC). 100% des individus interviewer ont déclaré qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des modifications à ce stade (voir annexe : 49). En fin a l'occasion de l'atelier de concertation sur le guide méthodologique du 23 Mars 2017 ; la plupart des participants ont également déclaré qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des modifications à ce stade (Annexe 41).

Result 1 - Activity 5

Short description

Capitalisation sur le retour d'expérience des applications concrètes « testing » de la méthodologique "REDUCTION DES RISQUES NATURELS EN ZONES URBAINES " (Plan de Prévention des Risques -PPR) en Haïti

Detailed description

Plusieurs projets en cours ou à venir (**voir Annexe 19**) constituent des initiatives d'implémentation et d'application directe ou indirecte de la méthodologie nationale. Ils constituent des opportunités de synergie inter-projets à favoriser et à renforcer pour donner plus de visibilité et de légitimité au Guide Méthodologique National et au besoin de l'amender et l'ajuster au contexte haïtiens en intégrant le retour d'expérience de ses applications concrètes. Ainsi :

i) « *Testing* » directe de cette méthodologie Nationale sur 6 communes prioritaires de la Grande Anse dans le cadre du *Projet "INTEGRATED DEPARTMENTAL MULTI-RISK ASSESSMENTS AND PLANS IN THE GRAND-ANSE, NORD & NORD EST DEPARTMENTS"* mis en oeuvre par le **PNUD** avec le soutien de **UK Dfid**. le retour d'expérience sur cette application pilote concrète viendra appuyer et/ou ajuster la méthodologie nationale. Elle permettra par ailleurs, de communiquer et de diffuser cet outil au niveau décentralisé et le renforcement spécifique des acteurs au niveau local . De plus, les outils développés à l'occasion de ce projet serviront d'exemple concret pour sensibiliser le niveau central.

ii) Il en est de même pour le projet "*Cartographie Pilote multirisques dans le département du SE*" mis en oeuvre par le **CCRR (DDC)**, les résultats de cette application indirecte de la méthodologie nationale, axée sur le renforcement des capacités d'un pool d'expert nationaux à l'élaboration de cartographies multirisques, nous permettra d'exploiter le retour d'expérience de cette initiative pour ajuster la méthodologie Nationale en terme d'application technique de la méthodologie, de formation et/ou de sensibilisation. Il est important de soutenir cet initiative dont l'objectif principal est à priori de former un pool d'experts nationaux sur le long terme (au moins 4 a 5 ans de formation approfondie), pour d'élaboration de diagnostics précis des risques et des moyens pour s'en prémunir. Il est évident que dans le cadre de notre projet, l'objectif des formations qui seront dispensés, ne seront pas suffisantes pour former des experts en la matière. Aussi, nous envisageons d'appuyer cette formation en continuant l'assistance technique au **CCRR** et en renforçant la collaboration déjà initié depuis le démarrage de ce projet en participant activement a l'élaboration des termes de référence ainsi qu'a la définition du programme de formation et la sélection des formateurs. En effet, le **CCRR** est membre du Groupe de travail RRU et réciproquement le **PNUD** est membre du Groupe de Travail GTAR. Par ailleurs, une convention de collaboration est en cours de finalisation entre le **PNUD** et la **DDC** pour officialiser l'assistance technique et le contrôle qualité que le **PND** doit apporter au **CCRR** durant l'implémentation de ce projet.

iii) Il en est de même pour le projet "*Supporting Disaster Resilience in the Departements of the Nord and Nord'Est of Haïti*" mis en oeuvre 2 communes, vas nous permettre de bénéficier du retour d'expérience sur cette application concrète afin d'ajuster la méthodologie nationale. Elle permettra par ailleurs de communiquer et de diffuser cet outil au niveau décentralisé et le renforcement spécifique des acteurs au niveau local.

iv) Il en est de même pour d'autres nombreuses petites initiatives d'aménagements de certains quartiers (AFD/UCLBP pour l'aménagement de Baillargueux, Carrefour feuille' Martissant, ... etc. ; **USAID/UCLBP-ONU** Habitat pour Canaan, .. ; etc.). Il s'agit là encore d'applications directes de la Méthodologie Nationale dont le retour d'expérience sera fort enrichissante pour l'ajustement de notre

démarche.

[FIN] Report on the activity

Deux enquêtes ont été réalisées sur le retour d'expérience de l'utilisation du Guide en Haïti :

1) Une première enquête avant le cyclone Mathieu, réalisée par une firme indépendante (voir annexe : 49). Cette enquête montre clairement l'appropriation du Guide par les principales institutions haïtiennes (MPCE, MDE, MARNDR, BON, MTPTC/LNBTP, BME et DTPTC ; CNIGS, BME ; CST-RNH ; UEH, CIAT et UCLBP) d'une part et son application directe ou indirecte dans le cadre des premières initiatives d'évaluation et de cartographie des risques par différents opérateurs (CIAT, UCLBP, CCR+R, OXFAM, etc.), d'autre part.

2) Une deuxième enquête post-cyclone Mathieu, a été élaborée par un journaliste du nouveliste dans le cadre du présent projet (Annexe 50). Il en ressort, que l'application concrète et intégrale du guide méthodologique dans le département de la Grand'Anse a permis de démontrer de façon concrète, la pertinence et l'intérêt de cet outil au regard de la résilience des populations et des territoires et sa prise en compte dans les politiques publiques du pays. Le cyclone Mathieu a démontré toute la pertinence de ces outils. L'amélioration de la connaissance des risques a permis aux autorités locales non seulement de guider l'évacuation des populations les plus à risque avant le passage du cyclone, contribuant à sauver des vies, mais aussi à réaliser des plans communaux de relèvement ([\[Link replaced / shortened automatically\]](#)).

En fin, un atelier de concertation sur le guide méthodologique et le retour d'expérience de son application dans la Grand'Anse a été organisé le 23 Mars 2017 (Annexe 41) . L'annexation du retour d'expérience sur son application à la version actuelle du Guide, ressort comme une recommandation principale de cet atelier.

Result 1 - Activity 6

Short description

Révision et réajustement de la version 0 de la démarche Réduction des Risques naturels en zones urbaines en Haïti et poursuite/renforcement du plaidoyer pour son appropriation par le système national, son adoption comme un Standard national et son application concrètes en Haïti

Detailed description

La version V0 de la démarche Réduction des Risques naturels en zones urbaines en Haïti sera consolidée et ajustée par l'intégration des bonnes pratiques issues des applications concrètes de cette dernière dans différents contextes en Haïti et par la prise en compte des remarques et consignes issues de la concertation avec les institutions haïtiennes.

Dès le démarrage de cette deuxième phase du Projet, une stratégie de plaidoyer pour la mise en place d'une feuille de route "Réduction des Risques Urbain en Haïti" en concertation et avec l'appui principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, ...etc.) en vue de l'adoption du Guide Méthodologique comme un **Standard National** par le gouvernement haïtien.

[FIN] Report on the activity

Conformément aux recommandations issues du processus de concertation et des enquêtes et ateliers associés (Annexes 22, 41, 49), la version actuelle du guide méthodologique (version V0) a été consolidée en intégrant le retour d'expérience sur l'application du guide sous forme d'annexe (annexe 50).

Par ailleurs, la phase de concertation sur le guide méthodologique (Activité 3) a été une opportunité de renforcement du plaidoyer pour son appropriation son adoption comme un Standard par le système national.

L'évaluation finale du projet (Annexe 48) démontre que 100% des représentants des autorités nationales ont déclarés que le Guide : 1) est un outil pertinent ; 2) constitue une norme nationale pour la réduction des risques en Haïti ; 3) doit être appliqué dans tout le pays ; 4) doit être diffusé plus largement.

Result 1 - Activity 7

Short description

Plaidoyer pour la mise en place d'une feuille de route "Reduction des Risques Urbain" en vue de son adoption comme un Standard national par les principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, ...etc.)

Detailed description

Cette activité de plaidoyer fait référence à deux types d'éléments :

(i) Le plaidoyer pour l'application de la méthodologie nationale standardisée

Ce volet est essentiel pour la mise en oeuvre de la méthodologie par les acteurs impliqués dans les projets d'aménagement urbain. Au travers du document de méthodologie et du module de formation, il s'agit de convaincre ces acteurs que l'outil national prend en compte toutes les approches qui ont été mises en place en les synthétisant et en développant une approche standardisée et applicable par tous. A ce niveau, l'implication des acteurs est primordiale dans la conception de la méthodologie ;

(ii) Le Plaidoyer sur la réduction des risques urbains

Comme mentionné dans d'autres sections de cette proposition, même après le tremblement de terre, les projets de reconstruction et d'aménagement urbain n'ont pas tous pris en considération la réduction des risques. Ceci pose vraiment un problème dans le contexte des villes haïtiennes où la densité de la population est assez élevée et les vulnérabilités sont très importantes. Afin de réduire l'impact des catastrophes, de mieux préparer les populations aux désastres, il est donc primordial de renforcer l'intégration de la réduction des risques en milieu urbain au travers d'une approche systématisée. Le plaidoyer nécessite d'être fait du niveau national au niveau communal en se basant sur les expériences passées et les leçons apprises des dernières années en termes d'impact des désastres sur les villes et les populations afin qu'à tous les niveaux, il y ait une considération de la réduction des risques.

Acteurs concernés

(i) Les institutions nationales impliquées dans l'aménagement urbain. La plupart de celles-ci ont été répertoriées comme bénéficiaires directs ;

(ii) Les institutions déconcentrées impliquées sur le terrain dans les projets d'aménagement urbain - les mairies ;

(iii) Les partenaires de mise en oeuvre des projets - telles que les ONG ;

(iv) Les communautés qui pourront répliquer - après une première participation par exemple au travers du projet d'une ONG - les recommandations de la méthodologie au niveau local et renforcer leurs préparations aux catastrophes. Dans les communautés, on dénombre aussi les groupes de personnes vulnérables. Leur intégration au niveau local dans la réduction des risques urbains est crucial pour la prise en compte de leurs vulnérabilités et besoins dans la mise en place des projets ; et

(v) Les bailleurs qui pourront avoir une perspective harmonisée de la réduction des risques urbains et opérer une sélection homogénéisée des projets financés.

[FIN] Report on the activity

La phase de concertation sur le guide méthodologique (Activité 3) a été une opportunité de renforcement du plaidoyer pour son appropriation et son adoption comme un Standard par le système national. Le cyclone Mathieu est venu renforcer cette démarche en démontrant de façon concrète l'apport de l'application de ce guide non seulement pour guider l'évacuation des populations les plus à risque avant le passage du cyclone, contribuant ainsi, à sauver des vies, mais aussi pour orienter les efforts des acteurs humanitaires et du développement dans la réponse post-cyclone à travers la réalisation des plans communaux de relèvement intégrant la connaissance sur les risques.

L'évaluation finale du projet (Annexe 48) démontre que 100% des représentants des autorités nationales ont déclaré que le Guide : 1) est un outil pertinent ; 2) constitue une norme nationale pour la réduction des risques en Haïti ; 3) doit être appliqué dans tout le pays ; 4) doit être diffusé plus largement. Par ailleurs, le ministère de la planification a adopté le Guide comme le standard National de réduction des risques naturels en Haïti (annexe 11,18,25,26,46).

A l'occasion de l'atelier de la formation générale (du 18 au 21 juillet 2016), puis celui de concertation du 23 Mars 2017, une ébauche de feuille de route de réduction des risques en Haïti a été élaborée de façon participative par les différents acteurs et annexée au guide méthodologique (annexes 20,50). A l'occasion de l'atelier de clôture du projet, le DG du MPCE a déclaré : « le MPCE s'attelle à la mise en place d'un comité inter-institutionnel pour assurer le suivi des résultats du projet et la poursuite du processus de cartographie des risques dont les cartes sont des supports à la prise de décision en matière de planification » et en alignement a la feuille de route du nouveau gouvernement (2017-2022): [\[Link replaced / shortened automatically\]](#) (MPCE).

Result (1/4) - [INT] Overall update on activities of the result

Activité 1.1 : Une commission de lecture technique comportant des experts nationaux et internationaux (dans le domaine des risques sismique, inondation, tsunami, mouvements de terrain et ouragan) a été mise en place par la CST-RNH en concertation avec le groupe de travail RRU, pour la validation du contenu technique du guide méthodologique national. Un rapport concernant l'évaluation technique du Guide méthodologique a été élaboré par la CST-RNH (voir annexe 10) suite à l'analyse des rapports des différents experts consultés. Ce rapport souligne la haute qualité technique de ce document et son exhaustivité. Il souligne par ailleurs que ce document servira de référence pour la qualification des risques et sa prise en compte pour un aménagement durable du territoire aussi bien en Haïti que dans d'autres régions du monde.

Activité 1.2 : Une commission de lecture élargie, comportant des représentants des différents acteurs locaux (politiques, techniques et non technique) a été mise en place afin de collecter toutes les remarques pertinentes d'ordre générale concernant le contenu et la forme du guide méthodologique national. En effet, le guide méthodologique a été partagé avec différents acteurs (différentes unités et projets du PNUD, ONU-Habitat, BM, CIAT, UCLBP, DPC, BME, LNBTP, Direction de l'Aménagement du MPTPTC, DTPTC, SNGRD,... etc.). Des réunions spécifiques que ces différentes entités ont été organisés pour discuter du contenu du Guide. Certains commentaires et recommandations ont été formulés lors de ces rencontres, d'autres ont été transmises ultérieurement par écrits.

Activité 1.3 : (1) *Un atelier de validation technique* et de concertation avec les principaux acteurs haïtien a été organisé le 24 juin 2015 (voir annexe 10). À l'occasion, les cadres techniques et représentant des principales institutions haïtiennes (MTPTC, MPCE, MT, OMRH, DPC, SEMANAH, CIAT, UEH, .. etc.) et experts de la coordination scientifique et technique (nationaux et internationaux) ont pris leur temps pour d'abord procédé à une lecture méthodologique du guide, puis ont procédé à son analyse minutieuse tant sur la forme que sur le fond avant de déclencher un vigoureux débat au sein même des groupes pour confronter les arguments avant d'aboutir à des remarques concertées. Tout au long de cet atelier, un débat de haut niveau s'est instauré entre experts de différentes nationalités et cadres nationaux de différentes institutions permettant de confronter des connaissances et expériences diverses permettant de relier ce document avec ce qui se fait à travers le monde (connaissances scientifiques et techniques, normes et les conventions internationales,...) et ce qui se fait ou qui pourrait être faisable en Haïti.

Suite à cet atelier toutes les remarques issus des 2 commissions de lectures (activités 1.1 et 1.2) ainsi que les conclusions du premier Atelier de concertation du 24 juin 2015, ont été intégré dans la version V0 du Guide Méthodologique Nationale Réduction des Risques Urbains. Commissions de lecture en vue de la synthèse des remarques pertinentes pour intégration dans la nouvelle version du guide méthodologique.

(2) Un atelier de diffusion de la version V0 du Guide technique a été organisé le 8 décembre 2015 (voir annexe 18) par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe de concert avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales et l'Unité de Gestion des Risques et Désastres du PNUD en Haïti. Cet atelier a été l'occasion d'une large communication (120 participants : Représentants des instances étatiques haïtiennes ; Bailleurs de fonds ; Professionnels des services de l'État, Professionnels du bâtiment et de l'aménagement urbain ; Représentants des collectivités territoriales, des Mairies et des quartiers ; Services risques des ONG ; Bureaux d'études, aménagements publics et privés ; Universitaires, Enseignants et Étudiants ; Journalistes,...etc.) sur l'existence du Guide Méthodologique national de Réduction des Risques Urbains et de son appropriation par le Ministère de la Planification qui s'engage à faire tout le plaidoyer nécessaires en vue de sa diffusion, son application et son institutionnalisation en Haïti (voir annexe 18). Ce guide est actuellement en ligne sur le site du PNUD Haïti ([\[Link replaced / shortened automatically\]](#)) et en cours de mise en ligne sur le site du MTPTC.

Activité 1.4 : Un planning prévisionnel a été élaboré en vue de la présentation du Guide Méthodologique aux principales institutions nationales et organisations internationales en vue d'une concertation sur le contenu afin de garantir son appropriation et son utilisation par un maximum des acteurs (voir annexe 22).

Activité 1.5 :

- Une grille d'évaluation du retour d'expérience est en cours de finalisation.
- Un premier calendrier de rencontre avec les principales institutions et organisations nationales et internationales concernées par la gestion des Risques et l'aménagement du territoire a été mis en place (Annexe 22).
- Un calendrier de rencontre avec les acteurs ayant appliqués la méthodologie Nationale est en cours de

finalisation.

Activité 1.6 :

- Cette activité se tiendra 2 mois avant la fin du projet afin de bénéficier du retour d'expérience de l'application de la méthodologie dans la Grande Anse (Projet DFID).

Activité 1.7 : À ce jour une vingtaine de réunions ont été réalisées dans le cadre du plaidoyer pour l'adoption du Guide Méthodologique par les principales institutions haïtiennes (MICT, MPCE, MTPTC, ...etc.)- (voir Annexe 2).

Result (1/4) - [FIN] Conclusions on the result

Le résultat 1 est largement atteint et les indicateurs largement dépassés. En effet, un guide méthodologique nationale intégrant les recommandations de la concertation sur la première version est actuellement disponible est adopté par le gouvernement haïtien comme le standard national pour la réduction des risques naturels en zones urbaines en Haïti ([Link replaced / shortened automatically](#)).

Conformément aux principales recommandations issues de ce processus de concertation, il s'agit de la version initiale du guide (version V0), intégrant une annexe sur le retour d'expérience de son application à l'échelle locale dans différentes initiatives en Haïti (Projet 16/6 du PNUD ; PPR Desprez de OXFAM ; PPR Martissant- Carrefour Feuille de l'UCLBP et Cartographie Multi Risque de Jacmel de la CCR) ainsi que son application intégrale dans le département de la Grande 'Anse et son opérationnalisation à l'occasion du cyclone Mathieu (voir annexes : 10, 20, 40, 41, 48 et 51)

D'après le rapport d'évaluation finale du projet (voir annexe 48) « 100% des décideurs seniors des principales institutions gouvernementales à Port-au-Prince (MPCE, MDE, MARNDR, BON, MTPTC/LNBTP, BME et DTPTC ; CNIGS, BME ; CST-RNH ; UEH, CIAT et UCLBP), responsables de l'urbanisme, de l'engagement territorial et de la réduction des risques naturels ont perçu le guide comme un produit utile et de bonne facture, qui établit les normes nationales pour la connaissance et la gestion des risques urbains à Haïti »

-

Result (2/4) - Details

Title

Les acteurs locaux sont sensibilisés et les capacités techniques des institutions nationales pertinentes sont renforcées à l'utilisation de la méthodologie standard pour l'intégration de la réduction des risques naturels dans la planification et les investissements urbains

Sector

Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness

Sub-sectors

Other (DRR / DP)

Estimated total amount

263.550,00

[FIN] Estimated incurred total amount

359.771,81

Result (2/4) - Beneficiaries

Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|----------------------------------|-----|
| Individuals | 550 |
| Organisations | 16 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

[FIN] Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|---------------------------|-------|
| Individuals | 3.493 |
| Organisations | 40 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

Beneficiaries type

Others

Does the Action specifically target certain groups or vulnerabilities?

No

Specific target group or vulnerabilities

-

More comments on beneficiaries

En termes de bénéficiaires directs, il s'agit de certain membres des institutions/groupes suivants:

- Unité de construction de logements et bâtiments publics (UCLBP) - TOTAL: 2
- Le secrétariat du CIAT - TOTAL: 2
- Le CNIGS - TOTAL: 2
- Le MTPTC /LNBTP & BME - TOTAL: 4
- Le MPCE (équipe de la planification urbaine) - TOTAL : 4
- Le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres (SPGRD) - TOTAL : 2 ;
- La Coordination Scientifique et technique (CST-RST) - Total : 4
- le Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales et DPC - TOTAL: 4
- Ministere de l'Environnement : 2
- Ministere de l'Agriculture : 2
- Ministere de l'Éducation nationale : 2
- Les collectivités : 3 communes de Petion-Ville, Port au Prince et Delmas : les mairies (3) - 4 membres par commune pour & les comités communaux de protection civile - TOTAL : 10;
- Les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui) et les acteurs impliqués dans les principaux Projet de Réduction des Risques Naturels en cours (ONU, ONG): TOTAL : 5;
- Les principaux bailleurs existants/groupe de bailleurs logement - TOTAL: 5.

TOTAL : **16** institutions/organisations, **50** individus, pour les formations générales, **25** (parmi les **50**) pour les formations techniques et **500** personnes sensibilisées a la culture du risque a l'occasion du FORUM de validation

Total Beneficiaries direct : **550** individus

[INT] Report on beneficiaries

- 50 acteurs ont été présélectionnés pour une première série de formation générale (voir Annexe 20 bis) et une ébauche de stratégie de formation ainsi qu'un calendrier prévisionnel sont en cours de finalisation (voir Annexe 20).

- plus de 250 acteurs sensibilisés (Annexes 6, 10, 18)

[FIN] Report on beneficiaries

En termes de bénéficiaires directs, **133** membres (au lieu des 50 initialement prévus) issus des **40** institutions/groupes (au lieu des 16 initialement prévus) suivants ont été formés à l'utilisation du guide méthodologique et à l'exploitation des produits de son application :

- Unité de construction de logements et bâtiments publics (UCLBP) - TOTAL: **2**
- Le secrétariat du CIAT - TOTAL: **6** (au lieu de 2)
- Le CNIGS - TOTAL: **0** (au lieu de 2, car ils été en formation ailleurs)
- Le MTPTC /UCE, DTP, LNBTP & BME - TOTAL: **11** (au lieu de 4)
- Le MPCE (équipe de la planification urbaine) - TOTAL :**8** (au lieu de 4)
- Le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres (SPGRD) - TOTAL : **5** (au lieu de 2);
- La Coordination Scientifique et technique (CST-RST) - Total :**1** (au lieu de 4)
- le Ministère de l'Intérieur et des collectivités territoriales et DPC - TOTAL: **9**
- Ministère de l'Environnement : **1** (au lieu de 2)
- Ministère de l'Agriculture : **3**
- Ministère de l'Éducation nationale : **6** (au lieu de 2)
- Les collectivités : 3 communes de Pétiion-Ville, Port au Prince et Delmas : les mairies (3) - 4 membres par commune pour & les comités communaux de protection civile - TOTAL : **56** (au lieu de 10) issus de 14 communes et une association des maires-AMAGA);
- Les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui) et les acteurs impliqués dans les principaux Projet de Réduction des Risques Naturels en cours (ONU, ONG): TOTAL : **12**;
- Les principaux bailleurs existants/groupe de bailleurs logement - TOTAL: **4** (au lieu de 5).
- Bureau de l'Ordonnateur National (BON) : TOTAL: **3** (initialement non prévu),
- service Maritime et de Navigation d'Haiti (SEMANAH) : **4** (initialement non prévu)
- Université d'État d'Haïti (UEH) : TOTAL: **3** (initialement non prévu)
- Police National d'Haiti (PNH) : TOTAL: **3** (initialement non prévu)
- Croix-Rouge Haitienne : TOTAL: **1**(initialement non prévu)
- Organisation de base/société civile : **1** (BSEIPH) (initialement non prévu)
- **Secteur privé : TOTAL: 3 (EDF, IDEJEN, Arpenteur) (initialement non prévu)**
- **Délégation : TOTAL: 2 (initialement non prévu)**

TOTAL : 40 institutions/organisations (au lieu de 16), 133 individus (au lieu de 50) pour les formations générales et 41 (au lieu de 25) individus issus de 36 institutions différentes, pour les formations approfondies ; et 3319 (au lieu de 500) personnes sensibilisées à la culture du risque a l'occasion du FORUM de validation

Total Bénéficières direct : **3493** (au lieu de 550) individus

Result (2/4) - Transfer Modalities

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

[FIN]

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

Comments on transfer modalities in this result

-

[INT] Comments on transfer modalities in this result

-

[FIN] Comments on transfer modalities in this result

-

Result (2/4) - Indicators

Result 2 - Indicator 1

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

5 institutions nationales clés, ont l'expertise technique d'intégrer la réduction des risques dans les processus de construction

Baseline

0,00

Target value

5,00

Progress value

0,00

Achieved value

21,00

Source and method of data collection

Module de formation; calendrier de formation durant la période du projet; évaluations et rapports de formation; nombre de personnes ayant suivies les formations; nombre de certificats délivrés.

[FIN] Source and method of data collection

En comptant que les institutions dont les cadres ont suivie la formation approfondie , au total 21 (soit plus de 4 fois la valeur cible initiale (5)) institutions et collectivités territoriales (BME, BON, CIAT, CST-RNH, MENFP, MPCE, UCE, DTP, SEMANAH, SPGRD, UCLBP, UEH/FDS, MARNDR, PNH, 6 mairies et une association des Maires (AMAGA) de la Grand'Anse) ont désormais les compétences nécessaires pour l'utilisation du guide et l'intégration des risques dans la construction et l'aménagement urbain (voir liste certificats dans annexe 28). Voir également : Module de formation; calendrier de formation durant la période du projet; évaluations et rapports de formation; nombre de personnes ayant suivies les formations; nombre de certificats délivrés (annexes 27 et 28), rapport d'enquête sur le retour d'expérience (annexe 49); rapport d'évaluation de fin de projet (annexe 48).

Comments

Cet indicateur a pour objectif le renforcement de l'expertise technique d'au moins 5 institutions nationale clés (UCLBP, MICT/DPC, MPCE, MTPTC/LNBTP & BME) en matière de gestion des risques et aménagement du territoire. Le renforcement de cette expertise technique se fera au travers de formations. Celles-ci vont se baser sur l'élaboration d'un module qui servira de socle pour l'appropriation de la méthodologie par ces 5 institutions. Elles permettront une durabilité de la méthodologie et participeront à la stratégie de sortie de ce projet. Ainsi, le(s) module(s) de formation développer a cette occasion, pour permettre d'appuyer la stratégie de renforcement des capacités des institutions nationales pourront servir de base pour assurer des formations ulterieures. Des formations sur base de ce module pourront être répliquées à tous les échelons territoriaux pour la vulgarisation de la méthodologie et sa mise en oeuvre dans les milieux urbains.

Result 2 - Indicator 2

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

Le groupe des bailleurs logement est sensibilisé pour l'intégration de la méthodologie dans la reconstruction

Baseline

0,00

Target value

2,00

Progress value

0,00

Achieved value

3,00

Source and method of data collection

Compte rendu de réunion avec ONU-Habitat, UCLBP et le groupe des bailleurs, adoption de la méthodologie par au moins 2 nouveaux bailleurs (UE, USAID, Canada, AFD ou la BM). Un rapport d'évaluation sur base d'interviews avec les principaux bailleurs , sera élaboré en fin de projet, afin de déterminer dans quel pourcentage ceux-ci ont appliqué la méthodologie. Dans ce contexte, la valeur cible de 2 portera sur le nombre de bailleurs qui adhererons a cette outil.

[FIN] Source and method of data collection

Les principaux bailleurs en Haïti (BID, UE, IFAD, France, Espagne, Suisse, Canada, Japon, Norvège, BM) ont été sensibilisées au guide méthodologique et aux résultats de son application dans la Grand'Anse ainsi qu'à la pertinence de cet outil dans le cadre de la gestion du cyclone Mathieu (avant, pendant et après). En effet, deux visites des bailleurs dans la Grand'Anse ont été organisées dans ce but (voir annexe 51). À ce jour, trois nouveaux bailleurs de fonds (l'UE, le Norvège et le Japon) adhèrent totalement à cet outil. En effet : 1- le Japon, finance l'application du guide dans les 2 départements du Nord et du Nord'Est, à travers l'élaboration des Plans de Prévention multirisques des 2 communes du Cap Haïtien et de Ouanaminth (encours de finalisation par le PNUD) ainsi que l'élaboration de 12 Plans ce Contingences Communaux multirisques dans la Grand'Anse (projet en cours de montage par le PNUD). 2- L'UE, finance l'application de cet outil, à travers l'élaboration de cartographies multirisques et la gestion de l'usage du sol, dans le département du Nord-Ouest et l'arrondissement de Gros Morne dans le département de l'Artibonite (démarrage du projet début juillet) ; 3- La Norvège, financement de l'application de l'outil à travers l'élaboration de cartographies multirisque et PPR sur la totalité du département du Sud (négociation en cours) Sources de vérifications : Compte rendu de réunion avec ONU-Habitat (annexe 8), Participation de l'UCLBP a toutes les activités clés du Projet (annexes 18,20,25,27,28,33,40,41), rapport des visites des bailleurs (annexe 51), Interview des bailleurs par un journaliste du nouveliste (annexe 50) et rapport d'évaluation externe de fin de projet (annexe 48).

Comments

Cet indicateur se base sur le plaidoyer en collaboration étroite avec l'UCLBP d'une part et ONU Habitat d'autre part, auprès du groupe des bailleurs de fond afin qu'il intègre la méthodologie nationale dans leurs projets de construction. En effet, l'UCLBP est actuellement un des partenaires clés qui applique la méthodologie dans ses projets. Il sera donc, un excellent porteur de la méthodologie et pourra nous appuyer pour le plaidoyer auprès du groupe des bailleurs à travers la table thématique logement. Une réunion de travail sera organisée rapidement, afin de mettre en place une Stratégie commune pour introduire, présenter et défendre la méthodologie nationale auprès du groupe des bailleurs. De même, une réunion de travail a été également fixée avec ONU-Habitat afin de leur présenter le guide méthodologique et d'initier une collaboration étroite entre nos deux institutions pour la valorisation de ce produit auprès du groupe des bailleurs.

Result 2 - Indicator 3

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

500 bénéficiaires sensibilisés sur les risques et l'existence de la méthodologie nationale

Baseline

0,00

Target value

500,00

Progress value

250,00

Achieved value

3.319,00

Source and method of data collection

Liste de présence pour le Forum, Programme du Forum, fiche satisfaction remplie par les participants, qualité et contenu des documents diffusés à cette occasion,... etc.

[FIN] Source and method of data collection

Le nombre total des personnes sensibilisées à la culture du risque à l'occasion des différentes activités (réunions, forums, journées portes ouvertes), s'élève à 3319 (au lieu de 500) personnes (voir annexes 47 et 6,7,10,12, 14,17,18,25,26,27,28,29,33,39,42,43, 46,51) et rapport d'évaluation de fin de projet (annexe 48).

Comments

La meilleure méthode pour sensibiliser et engager des démarches de changement semble résider dans l'organisation d'événements rassembleurs, mobilisant un nombre important d'acteurs. C'est pourquoi l'organisation du Forum de diffusion du Guide Méthodologique sera une excellente occasion de diffuser des plaquettes d'information, brochures, livrets spécifiquement dédiés au risque auprès de différents types d'acteurs présents. Cette Manifestation servira pour monter des stands spécifiques, des pièces de théâtre etc. sur les risques. De plus les médias seront mobilisés qui restent, en particulier en Haïti, des sources d'information très lues ou écoutées par la population. Ils permettent de diffuser de façon large l'information sur les risques et les moyens de s'en prémunir.

Result (2/4) - Indicators comments

Additional comments on indicators

Ces indicateurs ont pour objectif le renforcement de l'expertise technique d'au moins 5 institutions nationales clés (UCLBP, MICT/DPC, MPCE, MTPTC/LNBTP & BME) en matière de gestion des risques et aménagement du territoire et de s'assurer que l'une des institutions clé dans la construction l'UCLBP a les capacités techniques en interne pour la mise en œuvre de la méthodologie et l'applique dans les principaux projets d'aménagement dont elle est en charge (60% des projets mis en œuvre intègre la méthodologie nationale).

[INT] Progress report on the indicators of one result

Seule l'activité 3 de sensibilisation a commencé : plus de 250 acteurs sensibilisés

[FIN] Progress report on the indicators of one result

Les 3 indicateurs de ces résultats sont largement surpassés en effet :

1) Pour l'indicateur 2. 1 : rien qu'en considérant seulement les institutions dont les cadres ont suivi la formation approfondie, nous totalisons 21 [soit plus de 4 fois la valeur cible initiale qui été de 5] institutions et collectivités territoriales (BME, BON, CIAT, CST-RNH, MENFP, MPCE, UCE, DTP, SEMANAH, SPGRD, UCLBP, UEH/FDS, MARNDR, PNH, 6 mairies et une association des Maires (AMAGA) de la Grand'Anse) qui ont désormais les compétences nécessaires pour l'utilisation du guide et l'intégration des risques dans la construction et l'aménagement urbain (voir liste certificats dans annexe 28).

2) Pour l'indicateur 2. 2 : À ce jour, trois (au lieu des 2 initialement ciblées) nouveaux bailleurs de fonds (l'UE, le Norvège et le Japon) adhèrent totalement à cet outil. En effet :

- le Japon, finance l'application du guide dans les 2 départements du Nord et du Nord'Est, à travers l'élaboration des Plans de Prévention multirisques des 2 communes du Cap Haïtien et de Ouanaminth (encours de finalisation par le PNUD) ainsi que l'élaboration de 12 Plans de Contingences Communales multirisques dans la Grand'Anse (projet en cours de montage par le PNUD).

- L'UE, finance l'application de cet outil, à travers l'élaboration de cartographies multirisques et la gestion de l'usage du sol, dans le département du Nord-Ouest et l'arrondissement de Gros Morne dans le département de l'Artibonite (démarrage du projet début juillet) ;

- La Norvège, financement de l'application de l'outil à travers l'élaboration de cartographies multirisque et PPR sur la totalité du département du Sud (négociation en cours).

3) Pour l'indicateur 2. 3 : Le nombre total des personnes sensibilisées à la culture du risque a l'occasion des différentes activités (réunions, forums, journées portes ouvertes), s'élève à 3319 (au lieu de 500) personnes.

On doit cette grande performance à la mutualisation des moyens et la synergie établie entre le présent projet et le projet "INTEGRATED DEPARTMENTAL MULTI-RISK ASSESSMENTS AND PLANS IN THE GRAND-ANSE, DEPARTMENT" mis en oeuvre par le PNUD avec le soutien de UK DFID (2014-2016) (voir section 2.3). Par ailleurs, cette application concrète et intégrale du guide méthodologique dans le département de la Grand'Anse a permis de démontrer la pertinence et l'intérêt de cet outil au regard de la résilience des populations et des territoires et sa prise en compte dans les politiques publiques du pays. En effet, le cyclone Mathieu a démontré toute la pertinence de ces outils. L'amélioration de la connaissance des risques a permis aux autorités locales non seulement de guider l'évacuation des populations les plus à risque avant le passage du cyclone, contribuant à sauver des vies, mais aussi à réaliser des plans communaux de relèvement et guider les décisions politiques, parfois difficiles, définissant l'occupation du sol.

Result (2/4) - Activities

Result 2 - Activity 1

Short description

Élaboration et diffusion de plaquettes d'information, brochures, livrets spécifiquement dédiés au risque auprès de différents types d'acteurs

Detailed description

La stratégie de communication / sensibilisation est une démarche destinée à **informer et sensibiliser un public plus large** aux risques encourus de manière à développer une "culture du risque" permettant aux acteurs d'être les plus avisés possible quant à leur vulnérabilité. En effet, le risque zéro n'existant pas, un travail important de sensibilisation doit être menée afin d'accoutumer les différents publics à "vivre avec" le risque et à **devenir des acteurs de leur propre sécurité**.

Parmi les outils à utiliser, nous distinguons :

i) La communication écrite : brochures , plaquettes d'information, affiches, etc.

ii) La communication au travers des médias (journaux, radio, radios locales...)

iii) Les événements : journées d'information, commémorations, exercices de préparation au risque...en collaboration avec le CTES et certaines ONGs

iv) Les sessions d'information à destination de public spécifiques : élus, services techniques de collectivités (services urbanismes, gestionnaires de réseaux, etc.), agents de la sauvegarde communale... de manière à les informer sur le risque et leur rôle dans sa gestion. Nous utiliserons le Forum GRD comme plateforme principale pour cette action.

En ce qui concerne l'élaboration et la diffusion des différents éléments de communication adaptés, **il est nécessaire de rappeler que de nombreux acteurs nationaux et internationaux interviennent déjà aujourd'hui en la matière** : organisations gouvernementales, organisations de la société civile, Maires et élus locaux, ONG nationales et internationales (préparation aux désastres, etc.)... Ces acteurs disposent souvent de pratiques et d'outils (voire de retours d'expériences) intéressants à mobiliser et/ou à soutenir pour permettre de démultiplier l'action de terrain

[FIN] Report on the activity

Des documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie, posters, etc.) ainsi qu'une stratégie de communication pour la diffusion de ces produits et la sensibilisation des différents acteurs et du grand public ont été élaborés (annexes 21 et 23).

À ce jour le nombre total de documents de communications et sensibilisations diffusés est comme suit (voir liste décompte dans annexe23) :

1. Guide complet : **150**
2. Guide synthétique français : **600**
3. Guide synthétique anglais : **100**
4. Totem (Jeux de 7panneaux) : **14**
5. Affiche : **600**
6. Dépliant : **1000**
7. Recueil de Poésie : **270**
8. Rapport cartographie multirisque : **370**
9. PRRN pour les 6 communes : **384**
10. DDRM : **106**
11. DICRIM livret 22 pages : **200**
12. Panneau bons réflexes sur banner : **420**
13. Panneau bons réflexes sur structure métallique : **6**
14. Carnet bons réflexes : **500**
15. Dépliants bons réflexes : **3000**
16. Documentaire : comment prévenir les risques naturels en Haïti : **100**
17. Plan de relèvement : **100**
18. Cahiers bons réflexes : **5000**
19. Clés USB contenant tous les produits du projet : **100**

Soit un total de **13020** documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie, posters, etc.) élaborées et distribuées.

Result 2 - Activity 2

Short description

Organisation de sessions de formation générale

Detailed description

Organisation de sessions de formation générale /a court terme (2 a 3 heures /session) - se focalisent sur la prise en compte globale de la gestion du risque sur le territoire - Public cible : Directions ministères et autres agences ou organismes nationaux, Agents techniques ministères, agences ou organismes nationaux, Élus, Délégués, Maires, techniciens, représentants d'administrations locales, départementales et nationales, Partenaires techniques et financiers, Acteurs nationaux de l'aménagement du territoire, Chambre des métiers, grosses entreprises étatiques ou parapubliques, Associations, ONG et agences internationales, etc. - Au total 50 personnes seront sélectionnées. (Voir annexe 17) :

Objet : Porter à connaissance, et visibilité du guide méthodologique national produit (version 1 complète et version 2 synthétique) : diffusion, présentation du contenu, des outils, approfondissements et explications de la méthodologie nationale.

Public : Décideurs, autorités centrale et locale, Maires/élus, techniciens, représentants d'administrations locales, départementales et nationales, structures privées et publiques utilisatrices de l'espace, ONGs

Déroulé : Des sessions de 2 à 3 heures, mises en oeuvre par des experts de la prévention et de la gestion des risques/du porté à connaissance du guide (Chef de projet Réduction des Risques Urbain PNUD, Institutions Nationales et internationales, ... etc.).

Modalité : En plus de la journée de formation spécifique aux principaux acteurs clés d'autres formations seront organisées a travers des présentation aux différentes tables thématiques existantes (GRD, Logement, communication/sensibilisation, ..), le Forum GRD, ... etc.

[FIN] Report on the activity

Une formation générale des principaux acteurs locaux [*cadres techniques institutionnels, ingénieurs, architectes, aménageurs et urbanistes, collectivités territoriales, protection civile, décideurs, bailleurs et certaines ONGs*], sur l'utilisation du GUIDE MÉTHODOLOGIQUE NATIONALE en vue de la REDUCTION DES RISQUES URBAINS en HAÏTI, a été organisée dans le cadre de ce projet. Cette formation qui a été organisée conjointement par le Ministère des Plans, le Ministère de l'intérieur et des Collectivités Territoriales, le Ministère des Travaux Publiques et le PNUD en Haïti, a été scindée en deux ateliers successives (annexe 27):

1. Une première formation générale, au niveau départemental qui vise principalement le renforcement des capacités des principaux acteurs au niveau régional, départemental, communal et local et les collectivités locales en particulier, s'est tenu au COUD de Jérémie, du 16 au 18 juin 2016. À cette occasion 71 individus issus de 13 institutions/organisations différentes, ont été formés.

2. Une deuxième formation générale, à destination des principaux acteurs au niveau centrale et les cadres technique institutionnel en particulier, s'est tenu du 18 au 20 juillet, à moulin sur Mer, sur la cote des Arcadin ([\[Link replaced / shortened automatically\]](#)). À cette occasion 62 individus issus de 20 institutions/organisations , ont été formés.

Au total, **133** acteurs locaux [*cadres techniques institutionnels, ingénieurs, architectes, aménageurs et urbanistes, collectivités territoriales, protection civile, décideurs, bailleurs et certaines ONGs*], ont pu bénéficier de cette formation générale soit plus de **2.5 fois** le nombre cible initiale qui été fixe à **50** individus.

Result 2 - Activity 3

Short description

Organisation de sessions de formation approfondie

Detailed description

Organisation de sessions de formation approfondie/a moyen terme (2 a 3 jours de formation théorique et 3 a 4 jours de formation pratique/session)- sur des sujets spécifiques et cibleront des acteurs porteurs de besoins différents selon leur nature et leur échelle d'intervention : commune, département, ministères ou organismes étatiques nationaux... - Public cible : cadres institutionnels des différents ministères et directions techniques etc. -25 personnes parmi les 50 ayant suivie la formation précédente seront sélectionnées pour suivre ces formations-

Objectif : Former des agents privés et publics à la prise en compte et à la gestion des risques naturels dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Les champs techniques couverts par ces formations seront étendus : caractérisation des aléas, des enjeux et du risque ; prévention ; protection ; gestion de crise et organisation de la sécurité, etc., mais les formations porteront sur des sujets spécifiques et seront

suffisamment **approfondies** (2 à 3 jours de formation théorique et 3 à 4 jours de formation pratique) pour conférer des connaissances et des savoir-faire spécifiques aux acteurs présents.

Public : Directions ministères et autres agences ou organismes nationaux, Agents techniques ministères, agences ou organismes nationaux, Élus, Délégués, Maires, techniciens, représentants d'administrations locales, départementales et nationales, Partenaires techniques et financiers, ... etc.

[FIN] Report on the activity

Une formation approfondie de 41 acteurs locaux [*cadres techniques institutionnels, ingénieurs, architectes, aménageurs et urbanistes, collectivités territoriales, protection civile, décideurs, bailleurs et certaines ONGs*], triés sur les volets, a été organisée conjointement par le MPCE, le MICT, le MTPTC et le PNUD/Haïti, a été organisée du 24 au 29 juillet 2016, à l'Hôtel Le Sarah a Jérémie (annexe 28) . Elle fait suite à la formation générale, qui était essentiellement dédiée aux techniques d'identification et de caractérisation des risques naturels (séismes, tsunami, mouvements de terrain, inondations, ouragans) et aux moyens de leur prise en compte dans l'urbanisation et l'aménagement du territoire.

Au cours de la formation approfondie, animé par des formateurs chevronnés en gestion des risques et désastres et en aménagement urbain, les acteurs locaux ont été formés sur la prise en compte les risques dans les plans d'urbanisme, les outils et les mécanismes de réduction des risques à court, moyen et long terme, et les stratégies pour bâtir des villes résilientes. Les candidats ont ainsi, acquis de nouvelles compétences et ont pu, à travers des exercices pratiques, démontrer leurs capacités à exploiter les enseignements reçus sur le guide méthodologique, en proposant des solutions concrètes, adaptées et intégrées aux problématiques constatées sur le terrain. La qualité des solutions proposées, ainsi que l'engagement et l'assiduité tout au long de la formation de ces candidats, montre non seulement un bon niveau d'appropriation de la démarche de réduction des risques urbains, mais également une meilleure synergie d'actions pour la prise en compte des risques naturels dans toutes les décisions d'aménagement du territoire à tous les niveaux.

Result 2 - Activity 4

Short description

Organisation d'un Atelier de consolidation de formation

Detailed description

Organisation d'un Atelier de consolidation de formation/rapel et controle a la fin du Projet (1 jour)- consolidation des formations precedente sur la base du retour d'experience des application concrete de la methodologie nationale dans le cadres des projets pilotes (DFID, DDC, AFD, BM, USAID, ... etc.) - Public cible : les 25 personnes ayant suivie la formation precedente.

[FIN] Report on the activity

Avant la fin du projet, un atelier de consolidation s'avérait être nécessaire pour affermir les connaissances que les principaux acteurs du risque et de l'aménagement du territoire en Haïti avaient acquises dans le cadre de ce projet sur l'utilisation et l'application des différentes composantes du « **guide méthodologique national de réduction des risques naturels en Haïti** ».

Cet atelier qui s'est tenu le 22 Mars 2017 a l'hôtel El Rancho, avait pour objectif, la consolidation de la formation des principaux acteurs du risque et de l'aménagement du territoire en Haïti sur l'intégration de la connaissance sur les risques dans l'aménagement du territoire, sur la base des produits finaux de l'application de ce guide dans le département de la Grand'Anse et la pertinence du retour d'expérience de cette application dans le cadre de la préparation et la gestion de de l'ouragan Mathieu. Cet atelier a été une fois encore, l'occasion de regrouper **52** experts, cadres techniques institutionnels et représentants des collectivités territoriales, autour des outils de réduction des risques naturels développés et leur opérationnalisation concrète dans l'aménagement urbain. Cet atelier a permis de mettre en évidence l'émergence d'un « pool » de champions nationaux capables d'oeuvrer au niveau central comme au niveau des collectivités territoriales pour la réduction des risques en milieu urbain. En effet, une fois de plus, le niveau des échanges et des discussions entre ces différents acteurs, la qualité des solutions proposées, ainsi que l'engagement et l'assiduité tout au long de la formation de ces candidats, montre non seulement un bon niveau d'appropriation de la démarche de réduction des risques urbains, mais également une meilleure synergie d'actions pour la prise en compte des risques naturels dans toutes les décisions d'aménagement du territoire à tous les niveaux (annexe 40).

Result 2 - Activity 5

Short description

Detailed description

Ce Forum a pour objectif de présenter de façon officielle la méthodologie à tous les acteurs nationaux et internationaux impliqués afin d'obtenir une reconnaissance et une validation de cet outil par le gouvernement. L'objectif de cette validation est de conférer une légitimité à cette méthodologie afin qu'elle puisse être présentée comme l'outil agréé par le gouvernement à tous les acteurs sur le terrain. Il convient de noter que tout au long du processus d'élaboration de la méthodologie, les parties prenantes nationales seront tenues informées de l'évolution afin qu'à l'atelier, il s'agisse simplement d'une restitution de la méthodologie et d'une validation officielle.

Ce Forum, sera par ailleurs l'occasion d'inviter des acteurs internationaux (Caraïbes, Amérique Centrale, ou autres régions similaires à Haiti) de la gestion des Risques en zones urbaines (décideurs, experts, aménageurs, Élus, ... etc.) afin de bénéficier du retour d'expérience de la gestion des risques en zones urbaines dans ces pays et permettre une visibilité internationale sur la méthodologie haïtienne pour faciliter son exportation dans d'autres régions.

Ce Forum sera également l'occasion de dissémination de la méthodologie nationale (Guide révisé en version complète et en version allégé). Toutefois si la Banque Mondiale projette d'organiser le Forum Understanding Risk Haiti en cours de projet on s'associera avec la Banque Mondiale pour présenter et disséminer la nouvelle version du guide méthodologique à cette occasion.

Au moins 500 participants seront présent à cette manifestation et seront sensibiliser et informer sur la Méthodologie Nationale, ses différentes composantes et l'apport de cette outil pour la réduction des risques en Haiti. et

[FIN] Report on the activity

Le projet à contribuer activement à la réalisation du forum régional « Caribbean Urban Seismic Risk ». Ainsi, du 18 au 21 septembre 2016, environ 200 intervenants haïtiens et étrangers, principalement en provenance des institutions de gestion du risque sismique dans le bassin caribéen, ont mis en débat les « différentes expériences et les différents outils innovants dans le domaine de la connaissance des phénomènes, et de la gestion, la communication et la prévention des risques naturels en général et le risque sismique en particulier ». Ce forum s'est basé sur la compréhension du risque et les outils de sa gestion à travers les expériences, abouties ou en gestations, de plusieurs pays de la Caraïbes. Les intervenants ont raconté le vécu ou la perception de la catastrophe à partir des expériences nationales et ont passé en revue les résultats obtenus à partir des programmes adaptés de réduction du risque mis en place dans leurs pays et dans leurs institutions.

La réussite de ce forum a été portée par la qualité et l'intensité des échanges entre les décideurs (nationaux, régionaux et internationaux) les experts, les techniciens et les représentants de la société civile.

Tous les intervenants se sont convenus de la nécessité d'intégrer la réduction du risque sismique dans le quotidien des populations exposées. Des passerelles de traduction de la connaissance scientifique en produits de communication explicite à l'intention de tous les publics ont été proposées ainsi que leur applicabilité.

Une feuille de route a été générée par le forum. Bien appliqué par les décideurs, cet outil sera à même d'améliorer la connaissance et la compréhension des risques et des facteurs de causalités de ces derniers et de mettre en place les mécanismes et outils nécessaires pour l'intégration de la réduction des risques dans la planification urbaine et l'aménagement du territoire (annexe 33).

Result (2/4) - [INT] Overall update on activities of the result

Activité 2. 1 : Des documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie) ont été élaboré. Nombreuses affichettes (100), dépliants (250) et recueils de poésie (150) ont été diffusé à ce jour. 4 jeux de Totem constitués de 7 totems/jeux (voir Totem en annexe 23) ont été déjà distribué aux COUD Jérémie, Délégation de Jérémie, Bureau des Mines et ECHO-Haiti. 10 autres jeux sont en cours d'édition pour distribution aux : mairie de Delmas, Mairie de Pétion-Ville, Mairie de Port au Prince, DPC, MPCE, LNBTP, MTPTC, MDE, MARNDR, MENFP.

Une ébauche de stratégie d'information et d'un calendrier associé, a été élaboré (voir annexe 21) et sera soumise à la validation du comité de Pilotage RRU, avant sa transmission à ECHO pour validation.

Activité 2. 2 : Une ébauche de stratégie de formation ainsi qu'un calendrier prévisionnel sont en cours de

finalisation (voir annexe 20 et 20 bis).

Result (2/4) - [FIN] Conclusions on the result

Le résultat 2 est largement atteint et les indicateurs largement dépassés. En effet :

- 1) Documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie, posters, etc.) : un total de **13020** élaborées et distribuées.
- 2). Formation générale : au total, **133** acteurs locaux [*cadres techniques institutionnels, ingénieurs, architectes, aménageurs et urbanistes, collectivités territoriales, protection civile, décideurs, bailleurs et certaines ONGs*], ont pu bénéficier de cette formation générale soit plus de **2.5 fois** le nombre cible initiale qui été fixe à **50** individus.
- 3) Formation approfondie : au total, **41** acteurs locaux [*cadres techniques institutionnels, ingénieurs, architectes, aménageurs et urbanistes, collectivités territoriales, protection civile, décideurs, bailleurs et certaines ONGs*], ont pu bénéficier de cette formation approfondie, soit près de **2 fois** le nombre cible initiale qui été fixe à **25** individus.
- 4) Atelier consolidation de la formation : au total **52** experts, cadres techniques institutionnels et représentants des collectivités territoriales, ont consolidés leur formation sur les outils de réduction des risques naturels développés dans la Grand `Anse et leur opérationnalisation concrète dans la gestion du cyclone Mathieu.
- 5) Forum international : environ 200 intervenants haïtiens et étrangers, principalement en provenance des institutions de gestion du risque sismique dans le bassin caribéen, ont mis en débat les « différentes expériences et les différents outils innovants dans le domaine de la connaissance des phénomènes, et de la gestion, la communication et la prévention des risques naturels en général et le risque sismique en particulier ». La réussite de ce forum a été portée par la qualité et l'intensité des échanges entre les décideurs (nationaux, régionaux et internationaux) les experts, les techniciens et les représentants de la société civile. Une feuille de route a été générée par le forum ([\[Link replaced / shortened automatically\]](#)).

Result (3/4) - Details

Title

Le Système National de Gestion des Risques et Désastres dispose des capacités pour la mise en œuvre et la coordination des exercices de simulations et développe des stratégies sur le long terme basées sur les leçons apprises

Sector

Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness

Sub-sectors

Other (DRR / DP)

Estimated total amount

185.000,00

[FIN] Estimated incurred total amount

184.550,45

Result (3/4) - Beneficiaries

Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|----------------------------------|-------|
| Individuals | 1.380 |
| Organisations | 20 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

[FIN] Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|----------------------------------|-------|
| Individuals | 1.070 |
| Organisations | 23 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

Beneficiaries type

Others

Does the Action specifically target certain groups or vulnerabilities?

No

Specific target group or vulnerabilities

-

More comments on beneficiaries

Les bénéficiaires directs de la préparation et des exercices de simulation comprennent les cadres travaillant dans la réduction des risques et des désastres en Haïti. Concrètement, il s'agit des cadres suivants:

- (i) Les membres du Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres - TOTAL : 40 ;
- (ii) Le personnel de la Direction de la Protection civile au niveau central (DPC) - TOTAL: 30;
- (iii) Les coordonnateurs techniques départementaux de la DPC - TOTAL: 10;
- (iv) Les membres des comités départementaux de gestion des risques et désastres (CDGRD) - TOTAL: 200;
- (v) les membres des comités communaux de gestion des risques et désastres (CCGRD) - TOTAL: 400;
- (vi) Les brigadiers de la DPC - TOTAL: 500
- (vii) Les professionnels de la GRD (ONG, Projets d'appui): 200;

Les bénéficiaires directs de l'Unité Simex comprennent les cadres travaillant dans la réduction des risques et des désastres en Haïti. Concrètement, il s'agit des cadres suivants:

- (i) Membres de la DPC TOTAL: 3
- (ii) Staff du PNUD /PASNGRD TOTAL: 2
- (iii) Staff de OFDA TOTAL: 1
- (iv) Staff UCP/DPC TOTAL: 1
- (v) Staff PRD/SNGRD TOTAL: 1
- (vi) Staff ISDR TOTAL: 1

[INT] Report on beneficiaries

A ce stade 0 bénéficiaire car L'exercice de Simulation est planifié pour la saison cyclonique 2016.

[FIN] Report on beneficiaries

- Conformément au produit, 5 grandes activités ont été réalisées.
- 9 autres sous-activités de suivi ont été réalisées
- Sur les 1380 potentiels bénéficiaires initialement attendus, les activités réalisées ont permis de toucher 1070 bénéficiaires soit 77 %.
- Sur les 1070 bénéficiaires, 754 soit 70.4% sont des hommes et 316 soit 29.6% sont des femmes
- Sur l'ensemble des activités principales et secondaires, un total de 23 institutions dont 6 organisations locales ont participé

Result (3/4) - Transfer Modalities

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

[FIN]

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

Comments on transfer modalities in this result

-

[INT] Comments on transfer modalities in this result

-

[FIN] Comments on transfer modalities in this result

-

Result (3/4) - Indicators

Result 3 - Indicator 1

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

L'exercice de simulation national (impliquant le niveau central, départemental, communal et local) est réalisé dans le cadre de la préparation a la saison cyclonique 2016 (250 participants)

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

0,00

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

Rapport de l'exercice de simulation - rapport des tournées départementales visant à la préparation de l'exercice - rapport de la saison cyclonique 2016

[FIN] Source and method of data collection

- Rapport des exercices de simulation

Comments

L'exercice de simulation national est considéré comme la finalisation de la phase de préparation aux désastres et touche généralement plus de 250 cadres du SNGRD à tous les niveaux. Les axes prioritaires de l'exercice national sont : la gestion de l'information, la communication d'urgence, la coordination et la gestion de l'information. Cet exercice est réalisé conjointement avec le Programme d'Appui de la Banque Mondiale et les partenaires humanitaires. Les cadres formés en 2015 par le consultant international seront autonomes pour la réalisation du SIMEX national 2016. La méthodologie du SIMEX 2016 sera définie dans le courant de l'année 2015 avec l'ensemble des acteurs supportant la DPC pour les SIMEX. La méthodologie différera de la méthodologie utilisée pour le SIMEX 2014 et pour les exercices précédents.

Result 3 - Indicator 2

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

deux ateliers des leçons apprises sont réalisés après les saisons cycloniques 2015 et 2016 avec l'ensemble des cadres clés du SNGRD pour la préparation et la réponse aux désastres.

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

0,50

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

Rapport de l'atelier des leçons apprises 2016 - document stratégique national incluant les activités prioritaires (par axe d'intervention) pour la préparation de la saison cyclonique 2017.

[FIN] Source and method of data collection

- Rapports de réunion de l'Unité SIMEX • Document de stratégie des exercices de simulation • Rapport des exercices de simulation • Rapports d'ateliers de leçons apprises

Comments

Afin d'assurer un renforcement des stratégies de préparation aux désastres, les leçons apprises sont considérées comme essentielles pour le renforcement des cadres/structures de protection civile et du SNGRD dans son ensemble. Des séances de leçons apprises post-désastres et en fin de saisons cyclonique sont donc organisées avec l'ensemble des cadres clés du SNGRD afin de pousser les réflexions sur le fonctionnement de la réponse aux désastres et renforcer les cadres et structures pour les désastres à venir. Ces séances de leçons apprises s'articulent autour des fonctions spécifiques des COU : la gestion de l'information, communication d'urgence, coordination des opérations, logistique et la gestion des abris. Les ateliers de leçons apprises post-saison cycloniques permettent de définir les priorités stratégiques pour l'année suivante.

Result 3 - Indicator 3

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

Nombre de manuels de fonctionnement du COUN révisé selon les nouveaux standards et les rôles et responsabilités de chaque Ministère.

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

-

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

Rapport spécifique d'ateliers, rapport de la DPC

[FIN] Source and method of data collection

• Le Manuel de procédures du Centre d'Opération d'Urgence National a été mis à jour et le document est disponible.

Comments

-

Result (3/4) - Indicators comments

Additional comments on indicators

Les programmes d'appui au Système National de Gestion des Risques et Désastres (PNUD et Banque Mondiale) travaillent conjointement depuis 2001 pour assurer la préparation des cadres du système aux désastres et renforcer les structures de protection civile à tous les niveaux. Si globalement, le PNUD se focalise davantage sur le niveau national et départemental et la BM sur le niveau communal, un exercice de simulation national aux cyclones est réalisé chaque année conjointement avec l'appui technique et financier du PNUD et de la Banque Mondiale (en alternance, une année sur deux). Le SIMEX national 2015 sera donc financé par la BM (appuyé au niveau technique par la protection civile italienne) et le SIMEX 2016 par le PNUD.

Grâce à l'appui du bureau de l'assistance extérieure aux désastres des Etats Unis (OFDA), des formations et exercices de simulation ciblés sont également prévus au niveau départemental en 2015 visant à renforcer les cadres des centres d'opération d'urgences sur des thématiques spécifiques tels que la gestion de l'information et la coordination de la réponse. Ces exercices de simulation devront donc rentrer dans le cadre stratégique défini par le Comité thématique SIMEX et renforceront la préparation des comités départementaux pour le SIMEX national tel que prévu dans ce projet.

Avant la réalisation de l'exercice de simulation 2016 il est impératif de réviser le manuel de procédures du COUN

[INT] Progress report on the indicators of one result

-L'exercice de simulation national (impliquant le niveau central, départemental, communal et local) sera réalisé dans le cadre de la préparation à la saison cyclonique 2016 (250 participants);

- Le retour d'expérience sur le SIMEX 2016 sera mis en place après la saison cyclonique 2016.

[FIN] Progress report on the indicators of one result

· Dix réunions sur les stratégies d'exercices de simulation L'U-SIMEX) mis sur pied en mars 2016, est opérationnelle. Elle a été impliquée dans :

- L'organisation de l'exercice de simulation séisme qui a lieu au Cap-Haïtien le 6 mai 2016.

- La conception, l'organisation et la réalisation du Simex cyclonique les 9 et 10 Aout 2016.

· La stratégie d'exercices de simulation est en cours d'élaboration suite aux discussions.

Le Manuel de procédure de fonctionnement du Centre d'Opération d'Urgence National a été révisé au cours de deux ateliers, deux séances préparatoires impliquant environ 200 personnes.

Result (3/4) - Activities

Result 3 - Activity 1

Short description

Réalisation de l'exercice de simulation cyclonique national 2016 (incluant le niveau national, départemental, communal et local) incluant le montage de l'Unité SIMEX.

Detailed description

L'exercice de simulation national est considéré comme la phase finalisée de la préparation à la saison cyclonique et touche généralement plus de 250 cadres du SNGRD à tous les niveaux. Les axes prioritaires de l'exercice national sont : la gestion de l'information, la communication d'urgence, la coordination et la gestion de l'information. Cet exercice est réalisé conjointement avec le Programme d'Appui de la Banque Mondiale et les partenaires humanitaires. Cette activité vient donc compléter les différentes actions réalisées par les partenaires au niveau des Centres d'Opérations d'Urgence et ce, plus particulièrement, les activités de OFDA en matière de renforcement des COUD sur la gestion de l'information et la coordination de la réponse. A cet exercice s'ajoutera le montage de l'Unité Simex dont l'objectif vise à développer l'autosuffisance du pays en matière de développement et d'organisation de SIMEX à travers un programme intégré. Le montage de cette Unité permettra d'identifier des cadres techniques nationaux capables de concevoir et réaliser des exercices de simulation pour le Système.

[FIN] Report on the activity

L'exercice de simulation national (impliquant le niveau central, départemental, communal et local) est réalisé dans le cadre de la préparation à la saison cyclonique 2016 (250 participants)

Result 3 - Activity 2

Short description

Réalisation d'un atelier de leçons apprises poste-saison cyclonique (2015 et 2016) avec l'ensemble des acteurs clés du SNGRD (DPC, représentants sectoriels, partenaires humanitaires et société civile). On profitera de cette activité avec l'appui du Secrétariat permanent de procéder à la révision du manuel des procédures du Centre d'Opération d'urgence (COU).

Detailed description

L'atelier de leçons apprises réunit entre 80 et 100 personnes durant deux jours. Les participants sont repartis en fonction des aires d'intervention des Centres d'Opérations d'Urgence : gestion de l'information, coordination de la réponse, communication d'urgence, logistique, gestion des abris, sensibilisation de la population. L'objectif de cet atelier est de (1) identifier les leçons apprises principales de la saison cyclonique/pluvieuse et (2) définir la stratégie incluant les actions prioritaires pour la préparation de la saison cyclonique suivante. La révision du manuel des procédures du COU réunit les membres du Secrétariat Permanent, des Projets d'appui au Système et partenaires de la DPC.

[FIN] Report on the activity

Un atelier des leçons apprises est réalisé après la saison cyclonique 2015 et un autre après la saison cyclonique 2016 avec l'ensemble des cadres clés du SNGRD pour la préparation et la réponse aux désastres (voir annexes : SIMEX).

Result 3 - Activity 3

Short description

Révision du manuel des procédures du Centre d'opérations d'urgence National

Detailed description

Réalisation de trois ateliers de révision du manuel avec la participation des membres du COUN (25 px).

[FIN] Report on the activity

La révision du Manuel de procédures du Centre d'Opération d'Urgence impliquant la participation des ministères

sectoriels, des fonctions du COU, des groupes de travail thématiques et des partenaires, a été réalisé.

Result (3/4) - [INT] Overall update on activities of the result

Activité 3.1

- Les TDRS ont déjà été élaborés et attendent d'être validés par la DPC.
- Les groupes thématiques à remobiliser pour la saison cyclonique 2016 sont identifiés.

Activite 3.2 :

- Les formulaires d'évaluation qui devront être soumis au CTD ont été révisés, les canevas pour la synthèse des analyses initiales et approfondies des leçons apprises sont élaborés,
- Le budget relatif à l'organisation de cet atelier est en cours. Cet atelier vise à faire le bilan général des actions mises en oeuvre par le SNGRD au niveau national et local pour répondre aux urgences de la saison cyclonique 2015. Mais aussi à déterminer les actions à entreprendre pour combler les lacunes enregistrées durant cette saison et pour renforcer les acquis pour la saison pluvieuse et la saison cyclonique 2016.

Result (3/4) - [FIN] Conclusions on the result

- Dix réunions sur les stratégies d'exercices de simulation L'U-SIMEX) mis sur pied en mars 2016, est opérationnelle. Elle a été impliquée dans :
- L'organisation de l'exercice de simulation séisme qui a lieu au Cap-Haitien le 6 mai 2016.
- La conception, l'organisation et la réalisation du Simex cyclonique les 9 et 10 Aout 2016.
- La stratégie d'exercices de simulation est en cours d'élaboration suite aux discussions.

-

Result (4/4) - Details

Title

Le SNGRD et la population vulnérable au risque Tsunami dans les départements du Nord, Nord-Est et Nord-ouest connaissent et mettent en œuvre les procédures d'alerte et réponse au Tsunami sur la base des standards régionaux

Sector

Disaster Risk Reduction / Disaster Preparedness

Sub-sectors

Community and local level action

Estimated total amount

167.577,00

[FIN] Estimated incurred total amount

142.490,67

Result (4/4) - Beneficiaries

Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|----------------------------------|-------|
| Individuals | 2.000 |
| Organisations | 13 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

[FIN] Estimated total number of direct beneficiaries targeted by the Action

| | |
|---------------------------|-------|
| Individuals | 2.446 |
| Organisations | 23 |
| Households | - |
| Individuals per household | - |
| Total individuals | - |

Beneficiaries type

Local population

Does the Action specifically target certain groups or vulnerabilities?

Yes

Specific target group or vulnerabilities

Children - Elderly - Disabled - Male - Female

More comments on beneficiaries

Toute la population du Cap Haitien, de Port-de Paix et de Fort Liberté bénéficiera indirectement de ce résultat.

Cependant, les premiers bénéficiaires seront les membres du Comité de pilotage Tsunami. Le Comité de Pilotage est composé des institutions clés spécialistes de l'alerte précoce Tsunami dont, le SEMANAH, le Centre national de météorologie (CNM), le Bureau des mines et de l'énergie (BME), la Croix-rouge haïtienne (CRH) et la DPC au niveau central. Ce comité appuyé dès le début par l'UNESCO est en charge du dossier tsunami pour mettre en place les procédures opérationnelles et préparer les populations côtières à l'aléa tsunami.

Les autres bénéficiaires directs de ces résultats sont les membres du Centre d'Opération d'Urgence Nationale (COUN), les 3 CCPC (celui du Cap Haïtien, Fort Liberté et de Port-de-Paix), et les EIC de ces 3 communes.

En outre, à travers l'exercice de simulation - avec l'intégration de la communauté scolaire - l'activité envisagée permettra l'implication des communautés scolaires vulnérables - composées d'environ 2,000 individus - ainsi que les structures centrales et décentralisées du MENFP - incluant la Direction départementale de l'éducation.

[INT] Report on beneficiaries

-

[FIN] Report on beneficiaries

Le Comité de Pilotage Tsunami et les membres du SNGRD ont bénéficié directement des activités du projet pendant sa mise en oeuvre, par leur implication en première ligne dans les formations en tant que formateurs et dans les ateliers avec les communautés en tant que personnes-ressource. Une formation particulière avec la Gide Formation Sounami (Annexe I) a été dirigée à 30 membres des COUDs du Nord, Nord-est et Nord-ouest, /DPC et autres institutions du SNGRD. Les écoliers de Fort Liberté ont été les bénéficiaires les plus nombreux. Au total, selon la liste détaillée en page 20 du rapport SIMEX Fort Liberté (Annexe III) 2446 participants de 23 organisations ont bénéficié des activités du projet. Dans ce total sont inclus des bénéficiaires de institutions centrales, départementales et locales qui ont participé aux formations et ateliers dispensés, dans le cadre et tout au long du projet.

Result (4/4) - Transfer Modalities

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|-----------------------------------|--|------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |

In kind - - -

[FIN]

| | <u>Estimated total net amount</u> | <u>Estimated number of individuals</u> | <u>Conditional transfer?</u> | <u>Origin</u> |
|---------|---|--|----------------------------------|---------------|
| Cash | - | - | - | |
| Voucher | - | - | - | |
| In kind | - | - | - | |

Comments on transfer modalities in this result

-

[INT] Comments on transfer modalities in this result

-

[FIN] Comments on transfer modalities in this result

-

Result (4/4) - Indicators

Result 4 - Indicator 1

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

Nombre des membres des institutions ciblées qui ont les compétences nécessaires pour mettre en œuvre les procédures d'alerte et réponse au Tsunami

Baseline

0,00

Target value

120,00

Progress value

-

Achieved value

320,00

Source and method of data collection

Evaluation initiale suivie d'un rapport d'activité final

[FIN] Source and method of data collection

Seulement sur l'activité du SIMEX Fort Liberté plus de 200 membres d'institutions locales (Croix Rouge, Scouts, Ecoles, Brigadiers) ont participé directement dans la mise en œuvre des procédures d'alerte et réponse au tsunami (voir Annexes 63 a 84), et entre 20 et 30 personnes ont été présents dans les ateliers de restitution et de formation locales a Cap Haïtien, Fort Liberté et Port de Paix. A cela nous pouvons ajouter les 30 membres des COUDs Nord, Nord-est et ayant participé a la formation Gid Sounami pour en arriver a un chiffre minimale de 320 membres des institutions cibles ayant acquis les compétences nécessaires.

Comments

1 atelier de formations autour des produits techniques Tsunamis au niveau central - (10 px)

3 ateliers de formation autour des produits techniques Tsunamis au niveau communal - (50 px / atelier)

Result 4 - Indicator 2

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

Nombre d'exercices de simulation réalisés pour la mise en oeuvre des procédures d'alerte et de réponse au risque Tsunami

Baseline

0,00

Target value

1,00

Progress value

-

Achieved value

1,00

Source and method of data collection

- Rapport d'activité du simex

[FIN] Source and method of data collection

Un rapport détaillé avec les procédures de mise en place, listes de participants et photographies a été produit pour le SIMEX Fort Liberté du 21 mars 2017. Des notes de presse et des interviews avec des medias font aussi état de la réalisation de l'exercice avec la participation de plus de 2000 personnes.

Comments

- 1 exercice de simulation communal pour tester et mettre en oeuvre les protocoles d'alerte et réponse
- ateliers des préparation et formation des groupes cibles (volontaires, EICs, directeurs d'écoles, enseignants, élèves, etc..) - (30 px/atelier)

Result 4 - Indicator 3

Type / Subsector

Custom

Indicator

-

Definition

Nombre d'activités de sensibilisation réalisées auprès du grand public et groupes cibles

Baseline

0,00

Target value

3,00

Progress value

-

Achieved value

3,00

Source and method of data collection

- rapport d'activité de sensibilisation

[FIN] Source and method of data collection

Des rapports spécifiques des activités de sensibilisation ont été préparées avec des listes de participation et des photographies des activités.

Comments

- Réalisation de 3 événements de sensibilisation en coordination avec le CTESP (ex. théâtre, vendredis de la protection civile, etc...)
- Diffusion spots radios autour du risque tsunami (30 diffusions);
- Distribution des outils de sensibilisation au grand public (10,000 outils)

Result (4/4) - Indicators comments

Additional comments on indicators

-

[INT] Progress report on the indicators of one result

-

[FIN] Progress report on the indicators of one result

Plusieurs ateliers de préparation et formation des groupes cibles (volontaires, EICs, directeurs d'écoles, enseignants, élèves, etc..) ainsi que des activités de sensibilisation ont été réalisées entre janvier et mars 2017. Nous estimons à 320 les membres des institutions locales, départementales et centrales qui ont bénéficiée de ces ateliers et formations.

Un exercice de simulation communal pour tester et mettre en oeuvre les protocoles d'alerte et réponse a eu lieu à Fort Liberté le 21 mars 2017, en lien avec l'exercice régional CARIBE WAVE 2017, avec 2446 participants.

Des activités de sensibilisation ont été réalisées entre janvier et mars 2017 ; ci-dessous un résumé non exhaustif des activités principales:

a) Une séance de formation et de sensibilisation sur les aléas naturels, spécialement sur le tsunami à l'intention de quinze (15) directeurs et professeurs d'écoles de fort-Liberté qui prendront part à l'exercice de simulation, a été réalisée le 25 janvier 2017 dans les locaux du centre d'Opération d'Urgence(COUD) Fort Liberté par la DPC en collaboration avec le CTESP. Cette séance d'une demi-journée avait pour objectif de sensibiliser les responsables d'établissements scolaires sur les comportements à adopter envers les élèves au cas d'un tsunami.

b) Une autre séance sensibilisation a été organisée au CLAC de Fort Liberté pendant deux jours, les 26 et 27 janvier 2017 à l'intention des plus de 150 élèves des deux sexes, de la 3eme a la philo de plusieurs écoles de la commune sur les aléas naturels et le tsunami. Cette séance animée par les membres de la DPC et CTESP,

c) Une voiture Pick up équipée de matériels de sonorisation a diffusé dans tous les coins la ville de Fort Liberté pendant 6 jours (3 heures par jour), du 16 au 21 mars 2017, un spot audio de sensibilisation contenant des messages sur les comportements à adopter en cas de tsunami, validés par le CTESP.

Préparation et diffusion de spot audio sur cinq (5) radios à Fort Liberté : Un spot audio produit spécialement pour sensibiliser la population est diffusé pendant un mois (du 15 mars au 15 avril) sur les ondes de cinq (5) radios à Fort Liberté, à raison de cinq (5) diffusion par jour, dans les émissions les plus écoutées, dans le but de toucher un plus grand nombre de personnes pour le changement de comportement en cas de tsunami. Il s'agit : (radio Gama (99.7), Radio Mélodie fm (103.5), Radio Idéal (92.9), Radio Parole de vie (95.7), Radio Royale (105.3).

Distribution de matériels de sensibilisation à la population : Plus de 2500 matériels de sensibilisation (affiches tsunami grand public (500), affiches tsunami école (500), brochures tsunami grand public (500), brochures panneaux grand public (500), calendriers tsunami (500), Livrets Ti Joël (200) sont distribués à la population de Fort Liberté avant et pendant l'exercice de simulation, lord de la campagne de sensibilisation du 16 au 21 mars 2017.

Result (4/4) - Activities

Result 4 - Activity 1

Short description

Réalisation d'ateliers de formation et de restitution sur les documents techniques Tsunami (procédures opérationnelles d'alerte, cartes d'évacuation communales, et Gid Sounami) à l'intention des "équipes tsunami" au niveau central et décentralisé du SNGRD

Detailed description

Afin de renforcer la chaîne d'alerte aux tsunamis cette activité vise à renforcer les compétences pour mettre en oeuvre les actions nécessaires par les parties prenantes à tous les niveaux en cas d'alerte au tsunami - en particulier les CCPC de Port de Paix, Cap Haïtien et Fort Liberté.

Pour ce faire, des ateliers de formation seront conduits à l'intention des parties prenantes à différents niveaux (national, départemental et communal) et ils auront pour objectif de faciliter l'appropriation et l'application des documents opérationnels d'alerte au niveau national et communal - élaborés dans le cadre de l'Action ECHO/DIP/BUD/2013/94002 et mis à jour selon les nouveaux produits d'alerte PTWC - ainsi que de transmettre et restituer les cartes d'évacuation Tsunamis.

Des séances de formation sur les niveaux d'alerte et les messages à faire passer à la population seront organisées à l'intention des acteurs terrain comme les EIC du Cap Haïtien, les brigadiers et les scouts. Ceux-ci sera une occasion pour diffuser le Guide sur le tsunami (Gid sou sounami) développé et testé au cours de l'action ECHO/DIP/BUD/2013/94002, il est proposé d'intégrer cet outil dans les formations prévues.

En outre, en ligne avec les demandes des CTDs et membres des comités de protection civile, les cartes d'évacuation seront diffusées au sein des institutions publiques et écoles ciblées.

Cette composante du projet permettra aussi de remplacer les panneaux signalétiques d'évacuation Tsunami qui avaient été positionnés dans le cadre de l'Action ECHO/DIP/BUD/2013/94002, et qui ont été vandalisés. Des rencontres avec les CCPC seront réalisées afin de définir une stratégie durable pour leur remplacement (ex. peinture sur les murs).

[FIN] Report on the activity

Les départements du Nord, Nord-Est et Nord-ouest, plus précisément les communes de Fort Liberté, Cap Haïtien et, dans une moindre mesure Port de Paix, ont actualisé et validé, dans le cadre du SNGRD, leurs procédures de réponse en cas de tsunami. Pour un meilleur effet nous avons concentrée nos moyens dans la commune de Fort Liberté a fin de réaliser un exercice d'évacuation par tsunami , le SIMEX du 21 mars 2017, dans le cadre duquel plus de 2000 participants ont été mobilisés suite a des activités de sensibilisation et formation janvier-mars 2017. Des capacités nationales ont été mises en valeur, notamment du CNIGS, SEMANAH et DPC, pour gérer conjointement la création et validation de cartes d'inondation et d'évacuation, ainsi que de procédures communales. La méthodologie crée et systématisée par l'UNESCO lors de précédents projets soutenus par l'Union Européenne (ECHO) a été pleinement appropriée et mise en oeuvre par les partenaires nationaux dans le cadre de ce projet conjoint PNUD-UNESCO, sur la base des standards régionaux. Ceci ouvre des nouvelles perspectives pour la gestion du risque tsunami en Haïti.

Result 4 - Activity 2

Short description

Réalisation d'un exercice d'évacuation communal - en intégrant la communauté scolaire

Detailed description

Suite aux sessions de formation et réflexion sur l'alerte aux tsunamis à différents niveaux du SNGRD, un

Exercice de simulation sera conduit en occasion du CaribeWave (21 mars) et en lien avec le projet d'éducation de la GRD dans l'éducation formelle.

Cette initiative permettra d'intégrer/valider les mécanismes d'alerte - en tenant compte des nouveaux produits PTWC - et d'activer les instances décentralisées du système, à savoir les CCPC et des CLPC.

L'exercice sera aussi une occasion pour sensibiliser les communautés vulnérables, en particulier les communautés scolaires, afin de renforcer les connaissances et compétences autour de la réduction du risque Tsunami. Pour réaliser cet aspect, des ateliers autour de la réduction des risques des catastrophes seront réalisés envers les directeurs d'écoles et enseignants afin d'établir une stratégie d'évacuation en cas d'urgence.

L'activité sera couplée avec des activités de sensibilisation à grande échelle auprès de la population en utilisant les différents outils disponibles et les conseils techniques du CTESP et des partenaires sur place

- en particulier OXFAM et le PNUD. Les activités de sensibilisation pourront comprendre la diffusion de spots radio, des actions de sensibilisation spécifiques, placardage des affiches tsunami dans les quartiers.

Cet exercice permettra de réviser et tester au niveau décentralisé les procédures d'alerte qui ont été testés en occasion du Caribe Wave 2016. Un document de capitalisation sur le processus d'apprentissage sur l'alerte aux tsunamis et la contribution des exercices de simulation à ce propos sera produit à la fin du projet.

[FIN] Report on the activity

Au cours de cette phase 1800 élèves, 30 professeurs, 20 personnes venant d'un orphelinat, 50 personnels de 3 institutions publiques (Douane, DGI, OAVCT) ont évacué rapidement leurs espaces après avoir ressentie une forte secousse liée à un séisme qui s'est produit dans la faille nord Hispaniola à 50 km de la ville de Fort Liberté. Ainsi le SIMEX réalisé à Fort Liberté avait pour but d'augmenter la capacité de résilience des populations vivant dans les zones à risques, mais également il avait visé à aiguïser les capacités de réactions et de réflexes de ce populations, qui aboutiront à une meilleure préparation face aux risques de désastres, en particulier ceux liés au risque de tsunami tout en incluant le milieu scolaire comme un vecteur efficace pour promouvoir un véritable changement de comportements avant, pendant et après un désastre. On a également profité de ce SIMEX pour un nombre de sous-objectifs en rapport avec les capacités opérationnelles dans toute la chaîne du système d'alerte du SNGRD, et notamment tester la capacité de CCPC de fort Liberté à Organiser une évacuation de la population des quartiers à risques de Fort liberté et évaluer le comportement du COUC de fort de liberté dans la gestion d'un point de rassemblement. Un rapport détaillé est disponible en Annexe III.

Nous n'avons pas pu effectuer l'installation définitive des panneaux signalétiques d'évacuation a Fort Liberté et Cap Haïtien en raison du très court délai de mise en oeuvre. L'UNESCO verra avec ses partenaires les moyens nécessaires pour compléter cette tache si nécessaire hors projet.

Result 4 - Activity 3

Short description

Renforcement des connaissances et compétences du grand public et des groupes cibles autour du risque tsunami

Detailed description

Toute au long du projet, une attention particulière sera donné au renforcement des connaissances et des compétences du grand public - en particulier les communautés dans les zones les plus exposées au risque de Tsunami.

A cette fin, à travers cette activité, il sera possible de reproduire et diffuser les matériels de sensibilisation existants autour du risque Tsunami (incluant pendant le SIMEX Séisme/tsunami prévu à Cap Haïtien en fin Avril). Cette initiative inclura aussi la réalisation des campagnes de sensibilisation envers les communautés scolaires et les groupes les plus vulnérables.

Les activités de sensibilisation et éducation du public seront mises en oeuvre en étroite collaboration avec le CTESP et les partenaires sur place - incluant OXFAM et le PNUD. En outre, elles seront en synergie avec les activités prévues dans le cadre du projet UNESCO qui prévoit l'intégration de la GRD dans l'éducation formelle.

[FIN] Report on the activity

Une campagne de sensibilisation de la population vulnérables des zones côtières du département du Nord-est (Fort Liberté) a été réalisée du 15 au 20 mars 2017 en appuie à l'exercice de simulation qui a été réalisé par la protection civile avec le support de l'Unesco le mardi 21 mars 2017. Cette campagne a été menée à Fort Liberté, sous la coordination de 4 facilitateurs et le CTD de départemental.

Pendant cette campagne nous avons distribué à la population vulnérable des zones côtières dans les (marchés, Places publique, établissements scolaires, institutions privées et publiques), après les avoir sensibiliser, plus de deux mille cinq cents (2500) matériels de sensibilisation pour le changement de comportement (affiches, brochures, calendriers, Livrets Ti Joël, voir Annexes XIV a XVIII) au cours de la période du 15 mars au 21 mars 2017 incluant le jour du SIMEX.

Plusieurs établissements scolaires se trouvant dans les zones vulnérables, totalisant plus de 1500 élèves ont été sensibilisés : École Nationale Martely, Collège le Normalien, Lycée Paul Eugène M, Institut Jardin Fleuri de Rose. Les élèves ont reçu des matériels de sensibilisation.

Peu avant cette semaine intense de campagne de sensibilisation, une séance de formation et de sensibilisation sur les aléas naturels, spécialement sur le tsunami à l'intention des directeurs et

professeurs d'écoles de fort-Liberté. a eu lieu.

Une autre séance sensibilisation a été organisée au CLAC de Fort Liberté à l'intention de 130 élèves de différentes écoles de la commune sur les aléas naturels et le tsunami.

Result (4/4) - [INT] Overall update on activities of the result

-

Result (4/4) - [FIN] Conclusions on the result

Les départements du Nord, Nord-Est et Nord-ouest, plus précisément les communes de Fort Liberté, Cap Haïtien et, dans une moindre mesure Port de Paix, ont actualisé et validé, dans le cadre du SNGRD, leurs procédures de réponse en cas de tsunami. Pour un meilleur effet nous avons concentré nos moyens dans la commune de Fort Liberté a fin de réaliser un exercice d'évacuation par tsunami , le SIMEX du 21 mars 2017, dans le cadre duquel plus de 2000 participants ont été mobilisés suite a des activités de sensibilisation et formation janvier-mars 2017. Des capacités nationales ont été mises en valeur, notamment du CNIGS, SEMANAH et DPC, pour gérer conjointement la création et validation de cartes d'inondation et d'évacuation, ainsi que de procédures communales. La méthodologie crée et systématisée par l'UNESCO lors de précédents projets soutenus par l'Union Européenne (ECHO) a été pleinement appropriée et mise en oeuvre par les partenaires nationaux dans le cadre de ce projet conjoint PNUD-UNESCO, sur la base des standards régionaux. Ceci ouvre des nouvelles perspectives pour la gestion du risque tsunami en Haïti.

-

4.4 Preconditions

- La situation politique, humanitaire et sécuritaire du pays reste stable. - Il y a un intérêt du niveau politique pour la thématique GRD. - Il n'y a pas un désastre qui affecte le pays pendant le temps de mise en oeuvre du projet

4.5 Assumptions and risks

- Manque de reconnaissance de la GRD et du rôle de la DPC et du SNGRD par le gouvernement - Instabilité politique - Nouvelle crise humanitaire - Manque d'engagement politique du gouvernement et des bailleurs

4.6 Contingency measures

Dans le cas où les risques et hypothèses se matérialisent, il y aura une révision du programme en coordination avec le donateur pour analyser la faisabilité des actions et des mesures à mettre en oeuvre pour la réalisation des résultats escomptés.

4.7 Additional information on the operational context of Action

Haïti est considéré par les Nations Unies comme un pays à risque au niveau de la sécurité. Même si il n'y a pas eu de gros problèmes de sécurité depuis quelques temps, la tension est montée vers la fin de 2014 quand l'opposition politique s'est mobilisée dans nombreuses reprises pour réclamer l'organisation des élections législatives et municipales promises depuis trois ans. Comme acte de négociation de la part du Gouvernement envers l'opposition, le 13 décembre 2014, le Premier ministre, Laurent Lamothe a remis sa démission au président Martelly.

Une crise politique pourrait s'avérer au cours de 2015 en tenant compte également des élections présidentielles.

4.8 [INT] Report on precondition, assumptions and risks

Contexte socio-politique fragilisé par la crise électoral et la vacance du poste de président de la république. Dans le cas où cette situation dure, il y aura une révision du programme en coordination avec le donateur pour analyser la faisabilité des actions et des mesures à mettre en oeuvre pour la réalisation des résultats escomptés.

4.9 [FIN] Report on precondition, assumptions and risks

1) Pour les résultats 1, 2 et 3 : la crise humanitaire post-Mathieu qui a ralenti certaines activités et entrainer l'adaptation d'autres. Cette crise a démontré la pertinence des travaux réalisées dans le cadre de ces résultats.

2) Pour le résultat 4 : un délai de mise en oeuvre extrêmement court, des suites de longues négociations entre les partenaires initiales et ensuite entre le bailleur et les partenaires finaux est venu ajouter un risque additionnel d'échec dans l'obtention du résultat prévu. Malgré cela la plus grande partie des activités, produits et du résultat même ont été réalisés. L'UNESCO est très reconnaissante de la flexibilité et coopération exemplaire du PNUD pour y arriver.

5. QUALITY MARKERS

5.1 Gender-age markers

5.1.1 Marker Details

- | | |
|---|-----|
| • <i>Does the proposal contain an adequate and brief gender and age analysis?</i> | Yes |
| • <i>Is the assistance adapted to the specific needs and capacities of different gender and age groups?</i> | Yes |
| • <i>Does the action prevent/mitigate negative effects?</i> | Yes |
| • <i>Do relevant gender and age groups adequately participate in the design, implementation and evaluation of the Action?</i> | Yes |
| • <i>Initial mark</i> | 2 |

5.1.2 Additional comments and challenges

-

5.1.3 [INT] Additional comments and challenges

n/a

5.1.4 [FIN] Additional comments and challenges

n/a

5.2 Resilience

5.2.1 Marker Details

- | | |
|--|-----|
| • <i>Does the proposal include an adequate analysis of shocks, stresses and vulnerabilities?</i> | Yes |
| • <i>Is the project risk informed? Does the project include adequate measures to ensure it does not aggravate risks or undermine capacities?</i> | Yes |
| • <i>Does the project include measures to build local capacities (beneficiaries and local institutions)?</i> | Yes |

- **Does the project take opportunities to support long term strategies to reduce humanitarian needs, underlying vulnerability and risks?** Yes
- **Initial mark** 2

5.2.2 How does the Action contribute to build resilience or reduce future risk?

On s'appuiera les expériences des agences des NU dans ce domaine, qui nous fournirons au besoin, les informations concernant l'age et le "gender" incluant les retours négatifs sur cette action et les actions nécessaires a mettre en place pour redresser la situation.

5.2.3 [INT] Report on Resilience marker

aucun changement

5.2.4 [FIN] Report on Resilience marker

aucun changement

6. IMPLEMENTATION

6.1 Human resources and Management capacities

Le projet sera coordonné par le un responsable de projet qui s'occupera de la direction technique, de la coordination et de la mise en oeuvre des activités.

Coordinateur de Project International (P4) - 12 mois : Chargé de la coordination de toute initiative qui concerne la « réduction des risques urbains » et du lien avec les instances nationales et internationales. Le coordinateur sera le responsable de l'avancement des initiatives et du plaidoyer auprès des décideurs politiques.

Expert national en réduction des risques urbains -18 mois - Chargé de l'implémentation des initiatives techniques relatives à la « réduction des risques urbains » et du soutien au coordinateur de projet.

Le projet bénéficiera des structures de gestion du PNUD Haiti et du soutien administratif et financier qui est déjà en place.

Les activités du résultat 4 - qui sera mis en oeuvre par l'UNESCO - seront directement réalisées par un Consultant National expert en Gestion des Risques et Crises , d'un Consultant National SIMEX ainsi que d'un Consultant National cahrgé de la Mobilisation Communautaire. Les trois experts bénéficieront de l'appui d'un assistant de programme qui assistera dans la mise en oeuvre des activités,

L'équipe de mise en oeuvre sera appuyée par l'équipe UNESCO déjà en place, dont la Spécialiste de Programme Sciences, le Spécialiste de la Commission Océanographique Interministériel de l'UNESCO, ainsi que la responsable de l'administration du bureau de l'UNESCO Haiti.

6.1.1 [INT] Human resources and Management capacities

Aucun changement

6.1.2 [FIN] Human resources and Management capacities

Aucun changement

6.2 EU Aid Volunteers

No

6.2.1 [FIN] EU Aid Volunteers

No

6.3 Equipment and goods

Le seul matériel qui est prévu dans le projet est celui qui servira pour le fonctionnement régulier des bureaux et pour la réalisation des activités de formation, communication et visibilité. Le PNUD assurera que les logos d'ECHO seront positionnés de façon clairement visible sur tout matériel produit, acheté et diffusé.

6.3.2 [INT] Equipment and goods

Aucun changement

6.3.3 [FIN] Equipment and goods

Aucun équipement ni matériel n'a été acheté dans le cadre de ce projet en dehors des fournitures bureautiques pour le fonctionnement régulier du bureau et des ateliers.

6.4 Use of HPCs

No

6.4.1 [FIN] Use of HPCs

No

6.4.2 [FIN] Name of HPC

-

6.4.3 [FIN] Report on supplies

-

6.6 Specific security constraints

Haïti est considéré par les Nations Unies comme un pays à risque au niveau de la sécurité. Pour ces raisons, le personnel des Nations Unies est soumis à des règles très strictes de sécurités. Chaque personne recrutée doit prendre une formation sur le thème de la sécurité et recevra les informations nécessaires concernant la sécurité en Haïti par le chef de la sécurité du bureau du PNUD.

6.6.1 [INT] Specific security constraints

Aucun changement

6.6.2 [FIN] Specific security constraints

Aucun changement

6.7.1 Are there Implementing Partners ?

No

6.7.2 Implementing Partner added value

-

6.7.2.1 [FIN] Implementing Partner added value

-

6.7.4 Coordination, supervision and controls

-

6.7.4.1 [FIN] Coordination, supervision and controls

-

Implementing Partners

6.8 Are there any subdelegates?

No

6.8.1 Subdelegates explanation

-

6.8.2 [INT] Subdelegates explanation

-

Subdelegates

6.9.1 [FIN] General update on Implementing Partners list

-

6.10 [INT] Report on Implementing Partners

-

7. FIELD COORDINATION

7.1 Operational coordination with other humanitarian actors

Pendant toutes les phases d'implémentation du projet, le PNUD coordonnera ses actions avec tous les partenaires humanitaires nationaux et internationaux du SNGRD, en particulier OCHA, l'UNICEF, le PAM, l'OIM, la Croix-rouge française, la Croix-rouge haïtienne, la MINUSTAH, les Organisations internationales et la société civile. Les équipes de mise en oeuvre profiteront des mécanismes de coordination en place, dont le SPGRD, l'HCT et le FGRD pour communiquer aux partenaires les avancements du projet et les leçons apprises.

7.2 Action listed in

UN Consolidated Appeal Process

-

Flash Appeal

-

ICRC / IFRC appeal

-

Other

-

Not applicable

Yes

If other, please specify

-

7.3 Coordination with National and local authorities

Le PNUD travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales et départementales et toutes les activités sont développées avec leur étroite participation. En particulier, pour le développement et mise en oeuvre de ce projet, le PNUD travaille au cotés du Secrétariat permanent de la Gestion des risques et des désastres (SPGRD), la Direction de la protection civile (DPC), le Ministère de la Planification et de la coopération externe (MPCE), l'Unité de Construction des Logements et des Bâtiments Publiques (UCLBP), le Ministère des Travaux Publics et des Télécommunications (MTPTC), le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics (LNBTP), le Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire et le Centre National de l'Information Géospatiale.

7.4 Coordination with development actors and programmes

Pendant toutes les phases d'implémentation du projet, le PNUD coordonnera ses actions avec tous les partenaires de développement nationaux et internationaux du SNGRD, en particulier la Banque Mondiale, Haut commissariat aux Droits de l'Homme, les Organisations internationales et la société civile. Les équipes de mise en oeuvre profiteront des mécanismes de coordination en place, dont le SPGRD, le FGRD et le Comité scientifique et technique pour le risque sismique et de tsunami (CST-RST) afin de communiquer aux autres partenaires les avancements du projet et les leçons apprises. par ailleurs, dans le cadre de ce projet un comité de suivie des applications pilotes de la méthodologie nationale sera mise en place pour garantir une synergie entre ces différentes initiatives dans les 3 départements du N, du NE et de la Grande Anse dans le cadre du Projet DFID ou encore dans le département du SE dans le cadre du projet SDC. Ainsi que le suivie de différentes initiatives d'aménagements urbains en cours : AFD/Carrefour feuille, Martissant, BAILLERGEAU, ... ou encore USAID/Canaon,

7.5 [INT] Report on Field Coordination

Aucun changement

7.6 [FIN] Report on Field Coordination

Aucun changement

8. MONITORING AND EVALUATION

8.1 Monitoring of the Action

Les activités développées au sein du projet feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation selon les procédures standard du PNUD selon les modalités des projets en exécution directe. La responsabilité du suivi reposera sur le coordonateur du programme de gestion des risques et désastres du PNUD.

Des évaluations de terrain trimestrielles seront également effectuées.

Enfin, le PNUD facilitera toute activité de suivi et évaluation menée par le donateur.

8.2 Evaluations

Internal evaluation

No

External evaluation

No

External audit

-

8.2.1 Further details

-

8.3 Studies carried out in relation to the Action (if relevant)

No

Explain the content of these studies

-

8.4 [INT] Report on monitoring and evaluations

Les TDR pour le recrutement d'une firme en vue d'une évaluation externe du projet est actuellement disponible (Annexe 24).

8.5 [FIN] Report on monitoring and evaluations

Une évaluation externe des actions et produits des résultats 1 et 2 a été réalisée en fin de projet par un expert indépendant (annexe 48)

9. COMMUNICATION, VISIBILITY AND INFORMATION ACTIVITIES

9.1 Standard visibility

A. Display of EU Humanitarian Aid visual identity on

A1. Signboards, display panels, banners and plaques

Yes

A2. Goods and equipment

Yes

Please provide additional details on section A

Le matériel prévu dans le projet est celui qui servira pour le fonctionnement régulier des bureaux et pour la réalisation des activités de formation, communication et visibilité. En lien avec le [Joint Visibility Guidelines for EC-UN actions in the field](#), Le PNUD assurera que les logos d'ECHO seront positionnés de façon clairement visible sur tout matériel produit, acheté et diffusé de manière à communiquer l'appui fourni par ECHO aux initiatives réalisées

B. Written and verbal acknowledgement of EU funding and partnership through

B1. Press releases, press conference, other media outreach

Yes

B2. Publications, printed material (for external audiences, not operational communication)

Yes

B3. Social media

Yes

B4. Partner's website (pages related to EU funded projects)

Yes

B5. Human interest blogs, photo stories

Yes

B6. Audiovisual products, photos

Yes

B7. Other

-

Please provide additional details on section B

Les activités développées seront intégrées dans le plan de communication déjà existant. Les activités habituellement menées par le PNUD dans ce domaine bénéficient d'une bonne couverture médiatique au niveau local, national ou international étant que les médias sont habituellement invités aux événements organisés dans le cadre de son programme. En ligne avec le [Joint Visibility Guidelines for EC-UN actions in the field](#), Le PNUD mettra en avant le rôle d'ECHO dans les activités développées par le projet, cela sera particulièrement le cas lors de toute initiative de communication du projet, des événements qui seront organisés (séminaires, formations, ...) et sur les documents qui seront produits. Dans les brochures ou autres types de documents imprimés et disséminés et qui auront un caractère opérationnel en appui aux actions menées dans le projet., la participation d'ECHO sera clairement communiquée.

9.2 Do you foresee communication actions that go beyond standard obligations?

No

9.3 [INT] Report on progress

Un plan de communication (annexe 21) et nombreuses outils de communications (Annexe 23) ont été élaborés dans le cadre de ce projet et serviront de support pour une meilleure visibilité du projet et des bailleurs

9.4 [FIN] Report on progress

- Dans le cadre des résultats 1 et 2 : Des documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie, posters, etc.) ainsi qu'une stratégie de communication pour la diffusion de ces produits et la sensibilisation des différents acteurs et du grand public ont été élaborés (annexes 21 et 23).

À ce jour le nombre total de documents de communications et sensibilisations diffusés est comme suit (voir liste décompte dans annexe23) :

1. Guide complet : **150**
2. Guide synthétique français : **600**
3. Guide synthétique anglais : **100**
4. Totem (Jeux de 7panneaux) : **14**
5. Affiche : **600**
6. Dépliant : **1000**
7. Recueil de Poésie : **270**
8. Rapport cartographie multirisque : **370**
9. PRRN pour les 6 communes : **384**
10. DDRM : **106**
11. DICRIM livret 22 pages : **200**
12. Panneau bons réflexes sur banner : **420**
13. Panneau bons réflexes sur structure métallique : **6**
14. Carnet bons réflexes : **500**
15. Dépliants bons réflexes : **3000**
16. Documentaire : comment prévenir les risques naturels en Haïti : **100**
17. Plan de relèvement : **100**
18. Cahiers bons réflexes : **5000**
19. Clés USB contenant tous les produits du projet : **100**

Soit un total de **13020** documents de communication sur le guide méthodologique (affichettes, dépliants, Totem, recueil de poésie, posters, etc.) élaborées et distribuées.

10. FINANCIAL OVERVIEW OF THE ACTION

10.1 Estimated expenditure

| | <u>Initial budget</u> | <u>Revised budget</u> | <u>Interim report incurred costs</u> | <u>Final report incurred costs</u> | <u>Final report final update</u> |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| Implementation costs | 874.250,00 | 1.041.827,00 | 234.541,57 | 1.237.066,16 | 1.237.066,16 |
| Remuneration (max 7%) | 61.197,50 | 72.927,89 | 16.417,91 | 86.594,63 | 86.594,63 |
| Total costs | 935.447,50 | 1.114.754,89 | 250.959,48 | 1.323.660,79 | 1.323.660,79 |

10.3 Funding of the Action

| | <u>Initial budget</u> | <u>Revised budget</u> | <u>Final budget</u> | <u>Final report final update</u> |
|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------------------|
| Direct revenue of the action | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Contribution by applicant | 175.447,50 | 203.754,89 | 412.660,79 | 412.660,79 |
| Contribution by other donors | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Contribution by beneficiaries | - | - | 0,00 | 0,00 |
| Contribution requested from ECHO | 760.000,00 | 911.000,00 | 911.000,00 | 911.000,00 |
| % of total funding (*) | 81,25 | 81,73 | 68,83 | 68,83 |
| Total funding | 935.447,50 | 1.114.754,89 | 1.323.660,79 | 1.323.660,79 |

(*) Rounding to the second decimal. To compute the final payment, the real percentage until four decimals will be applied.

10.4 Explanation about 100% funding

-

If other, please explain

-

10.5 Contribution in kind

n/a

10.6 Financial contributions by other donors

n/a

10.7 VAT exemption granted ? (applicable only to NGO's)

No

Please specify

-

10.8 [FIN] The organisation confirms that the co-financing has not led to a double funding of the activity

-

10.9 [FIN] Report on financial issues

Nombreuses activités ont été supportées en fin de projet, sur les fonds propres du PNUD. ainsi la contribution totale du PNUD a ce projet est de 32,2% au lieu des 18,75% initialement projetées.

11. REQUESTS FOR DEROGATION

11.1 Specific derogations

Derogation

11.2 Permanent derogations

Derogation

12. ADMINISTRATIVE INFORMATION

12.1 Name and title of legal representative signing the Agreement

Ms Barbara Pesce-Monteiro - Director of UNDP Brussels Office

12.2 Name, address, e-mail and phone of the contact person(s)

| <u>Name</u> | <u>Office location</u> | <u>E-mail</u> | <u>Phone</u> |
|-----------------|---|--|----------------|
| Yvonne Helle | PNUD LogBase MINUSTAH Zone 5 18, Rte de l'aéroport et Clercine Port au Prince | yvonne.helle@undp.org | +509 4890 3862 |
| Brussels office | Brussels | brussels.office@undp.org | 003225054625 |

13. CONCLUSIONS AND HUMANITARIAN ORGANISATION'S COMMENTS

13.1 Possible comments

See annex.

13.2 [INT] Comments

Les dépenses sont cohérentes avec la planification prévisionnelle du projet. En effet, nous avons planifié sur l'exercice 2015 seulement 20% des dépenses sur le montant global du projet. Ainsi, la plus part des activités coûteuses ont été planifiées sur 2016 et notamment pour les 6 derniers mois du projet.

13.3 [FIN] Conclusions

-

13.4 [FIN] Lessons learned

D'après le rapport d'évaluation externe de fin de projet (annexe 48) :

Conditions d'exécution

Les résultats furent atteints malgré plusieurs facteurs externes comprenant:

1. Trois changements dans le Gouvernement et quatre Directeurs Généraux à MPCE
2. Instabilité politique pré et post-électorale amenant à des restrictions de circulation dues aux soucis de sécurités
3. Ouragan Mathieu en octobre 2016 (pendant la période de prolongation sans frais)

En termes de qualité et d'expérience utilisateur, 100% des intervenants interrogés, au niveau national et dans la Grand `Anse, ont dit qu'ils étaient satisfaits du projet. Au niveau national, tous les intervenants interrogés ont cité la nécessité d'une dissémination et nationalisation approfondie du Guide. Dans la Grand `Anse tous les acteurs ont cité la nécessité d'une plus grande continuité du projet.

En termes de rentabilité, investir dans la réduction des risques naturels (des études techniques, des programmes de plan de développement durable) est beaucoup moins coûteux qu'une réponse et reconstruction humanitaire. Surtout en Haïti où les catastrophes naturelles frappent souvent. Le coût des réponses humanitaires est énorme et récurrent, comparé à des investissements uniques, durables, dans la réduction des risques de catastrophes naturels et le développement durable.

13.5 [FIN] Final report final update

-
